

Singapour : Une petite puissance à la charnière des océans

Simon Desplanque



NOTE D'ANALYSE 23

Note d'analyse 23

Simon Desplanque

Singapour : Une petite puissance à la charnière des océans

Février 2013

Note d'analyse 23

Du programme « Union européenne – Chine », Chaire InBev Baillet-Latour

Publication périodique réalisée par la Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine ». Les opinions émises dans les notes d'analyses n'engagent que la responsabilité des auteurs. Il est interdit de reproduire partiellement ou intégralement sur quelque support que ce soit le présent ouvrage sans qu'il ne soit fait explicitement mention des sources.

Direction : Tanguy de Wilde et Tanguy Struye de Swielande.

Conception et mise en page du présent numéro : Alain De Neve.

Pour nous contacter :

Site Internet : <http://www.uclouvain.be/265598.html>

Email : Tanguy.Struye@uclouvain.be

© Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine », 2009.

Simon Desplanque est stagiaire à la Chaire Inbev-Baillet Latour programme « Union européenne – Chine »

Sommaire

1. Introduction.....	4
2. Cadre théorique.....	5
3. Niveau domestique	6
3.1 Réalités géographiques : une île en perpétuelle mutation	6
3.2 Bref historique.....	8
3.3 Population : caractéristiques générales, ethnies et religions	10
3.4 Institutions.....	11
3.5 Economie	12
Les bases d'une révolution économique	12
Analyse des principaux indicateurs macroéconomiques nationaux.....	14
Commerce extérieur	14
Défense	17
4. Enjeux régionaux	18
4.1 Malaisie	18
Histoire et perceptions.....	18
Litiges réglés.....	19
Points d'opposition	20
4.2 Indonésie	22
Perceptions	22
Litiges réglés et convergences	23
Points d'opposition	23
4.3. Le triangle de croissance Indonésie-Malaisie-Singapour	24
5. Enjeux mondiaux	26
5.1 Etats-Unis	27
Une relation économique-commerciale non-négligeable.....	27

Une relation stratégique en perpétuelle évolution	28
5.2 République Populaire de Chine	30
Une coopération économique et culturelle forte.....	31
... Empreinte de méfiance dans les matières politico-stratégiques.....	32
5.3 Inde : un partenaire historique	34
Héritage géopolitique de la colonisation et « Look East Policy » (1992).....	34
Rapprochement économique	35
Coopération en matière de défense	36
5.4 Australie	37
5.5 Les Five Power Defence Arrangements (FPDA).....	39
De leur création à la fin de la Guerre froide : une portée essentiellement psychologique.....	39
Une structure toujours pertinente.....	40
6. Conclusion	41
7. Bibliographie et remerciements.....	43
Ouvrages.....	43
Articles.....	43
Working Papers	45
Documents officiels.....	46
Sites officiels.....	46
Remerciements	47

1. Introduction

En l'espace de quelques décennies, Singapour est devenue un modèle de réussite économique dans un environnement géopolitique contrasté. Sous la houlette de Lee Kuan Yew, figure incontournable de l'indépendance et fondateur de la principale formation politique de l'île (le People's Action Party - PAP), le pays s'est ainsi hissé « du tiers- au premier-monde », ce qui n'a pas manqué de susciter admiration et jalousie dans le chef de ses voisins malais et indonésien.

Le chemin parcouru depuis 1965 fut tout d'abord long et incertain. Se séparant malgré elle de la fédération de Malaysia dans un contexte ethnique tendu, Singapour entretint avec son voisinage immédiat des relations houleuses à l'origine d'une posture de vulnérabilité toujours vivace aujourd'hui, en particulier en matière de politique étrangère. Une série de réformes économiques de grande ampleur permirent néanmoins à la Cité-Etat de tirer pleinement parti de sa position géographique privilégiée tout en lui assurant un niveau de vie égal voire supérieur à celui de l'Occident. Le pays a ainsi pu développer une armée moderne garantissant sa sécurité tout en veillant au maintien d'un certain équilibre des forces en cette période de bouleversements géostratégiques : en fins stratèges, les dirigeants sont parvenus à assurer la stabilité de leur environnement proche par le maintien d'une présence militaire américaine combinée à des relations bilatérales en continuelle expansion.

A l'heure où les pays de la zone Asie-Pacifique traversent une période de profondes mutations, Singapour ne fait pas exception. Ainsi, bien que le PAP reste central sur la scène politique singapourienne, celui-ci semble être amené à évoluer vers davantage de démocratie si le mécontentement populaire exprimé lors des dernières élections persiste. De même, le besoin effréné d'expansion territoriale, nécessaire à la perpétuation du miracle économique, pourrait mener à d'importantes tensions avec le voisinage malgré les avancées récentes dans le sens de l'apaisement. Au niveau régional, les autorités singapouriennes redoutent le scénario de l'embrasement de la Mer de Chine Méridionale, synonyme de perturbation des routes commerciales et donc d'instabilité pour un Etat dont l'économie repose sur le commerce maritime. Enfin, la montée en puissance de la Chine contraint Singapour à mener un savant jeu d'équilibre entre Pékin et Washington, traditionnel allié de la Cité-Etat qui entend ne pas perdre la main dans le bassin Pacifique.

Cette note d'analyse a donc pour objectif de mettre en lumière les principaux défis auxquels doit faire face ce pays à l'histoire et à la géographie si particulières. Après un passage en revue des enjeux nationaux, nous nous intéresserons à l'environnement régional de Singapour en examinant plus précisément les relations que celle-ci entretient avec ses voisins. Avant de conclure, nous nous pencherons sur les liens que la Cité-Etat entretient avec les principales puissances du bassin Pacifique, à savoir les Etats-Unis, la Chine, l'Inde et l'Australie. Ces différents éléments seront examinés à l'aune de la théorie des petites puissances développée par Asle Toje afin de juger de sa validité dans le cas de Singapour.

2. Cadre théorique

Avant d'entamer directement notre analyse, nous nous attarderons brièvement sur la notion de « petite puissance ». Si, comme le souligne Robert L. Rothstein, la distinction formelle entre petites et grandes puissances remonte au Traité de Chaumont de 1814¹, la définition de ce concept n'est guère aisée. Aussi, nous retiendrons les quatre caractéristiques mises en évidence par Asle Toje dans ses travaux sur l'Union Européenne² :

Comme l'avait déjà indiqué Rothstein, une petite puissance se caractérise par sa dépendance : “it cannot obtain security by relying solely on its own capabilities.”³ Pour ce faire, elle peut soit proclamer sa neutralité, soit jouer la carte de l'équilibre des forces. Néanmoins, ce dernier cas de figure requiert “a relative equilibrium among the Great Powers.” Rothstein poursuit en indiquant que les petites puissances recourent dès lors généralement aux alliances.

Celles-ci sont également limitées en termes de ressources et de moyens d'actions. Dès lors, « they identify a hierarchy of risks and attempt to internationalize those considered to be most serious »⁴. Elles sont également désireuses de préserver le statu quo sur la scène internationale.

Dès lors, elles sont partisans du droit international et leur adhésion aux organisations internationales est non-négligeable, “which leads to a tendency to adopt ‘moral’ or ‘normative’ policy positions.”

¹ ROTHSTEIN Robert L., *Alliances and Small Powers*, New-York : Columbia University Press, 1968, p. 12.

² TOJE Asle, “The European Union as a Small Power”, *Journal of Common Market Studies*, 2011, vol. II, n°1, pp. 47-48.

³ ROTHSTEIN Robert L., *op. cit.*, p. 29.

⁴ HOFFMAN Stanley, *The State of War: Essays on the Theory and Practice of International Politics*, New York: Praeger, 1965, p. 138.

Enfin, ces puissances étant par nature défensives, elles voient plus de dangers que d'opportunités sur la scène internationale, "which leads them both to shun system-upholding tasks and to display a penchant for token participation in such endeavours."

Ce cadre posé, il convient de nous intéresser à la manière dont celui-ci parvient à rendre compte du comportement de Singapour sur la scène internationale compte tenu de ses particularités géographiques, historiques et économiques.

3. Niveau domestique

S'il est une constante que l'on retrouve dans la plupart des travaux relatifs à la politique étrangère de Singapour, et, a fortiori, dans les documents officiels de la Cité-Etat, c'est celle de sa vulnérabilité. Dépourvue de toute profondeur stratégique, le pays en est venu à développer un discours très réaliste⁵. Ces propos, bien que basés sur des faits objectifs et avérés, ont également une visée intérieure évidente. Etat « illibéral » pluriethnique, Singapour doit veiller à renforcer l'unité nationale face à un voisinage parfois décrit comme plus menaçant qu'il ne l'est en réalité⁶. Cette section rend ainsi compte des défis internes auxquels est confrontée cette petite puissance prospère à la vulnérabilité géographique néanmoins patente.

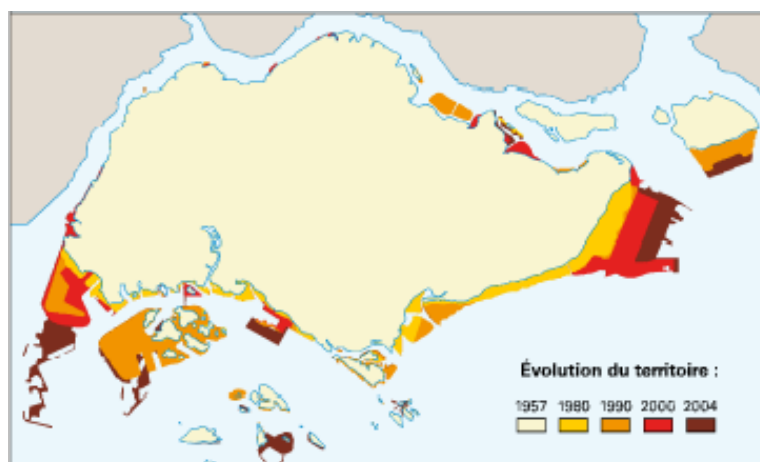
3.1 Réalités géographiques : une île en perpétuelle mutation

Située au sud de la péninsule malaise, à l'embouchure du Détroit de Malacca, la Cité-Etat de Singapour est, d'un point de vue géographique, une véritable curiosité. Composée d'une île principale et de nombreux îlots alentours, elle est en perpétuel remaniement territorial. D'une superficie de 581 km² en 1959, elle s'étend aujourd'hui sur 720 km², l'île principale en représentant à elle-seule un peu plus de 640. Près de 145 km² de terres, soit environ 20% du territoire, ont ainsi été conquis sur la mer, ce qui a eu un impact considérable sur la forme de la côte⁷.

⁵ TING Ming, *Singapore-Malaysia Relations: Beyond Realism*, Melbourne : University of Melbourne, 2008, p.1.

⁶ HAMILTON-HART Natasha, "Indonesia and Singapore: Structure, Politics and Interests", *Contemporary Southeast Asia*, 2009, vol. XXXI, n°2, p 55.

⁷ DE KONINCK Rodolphe, *L'Asie du Sud-Est*, 3^e édition, Paris : Armand Colin, 2012, pp. 222-223.



Source : Encyclopedia Universalis

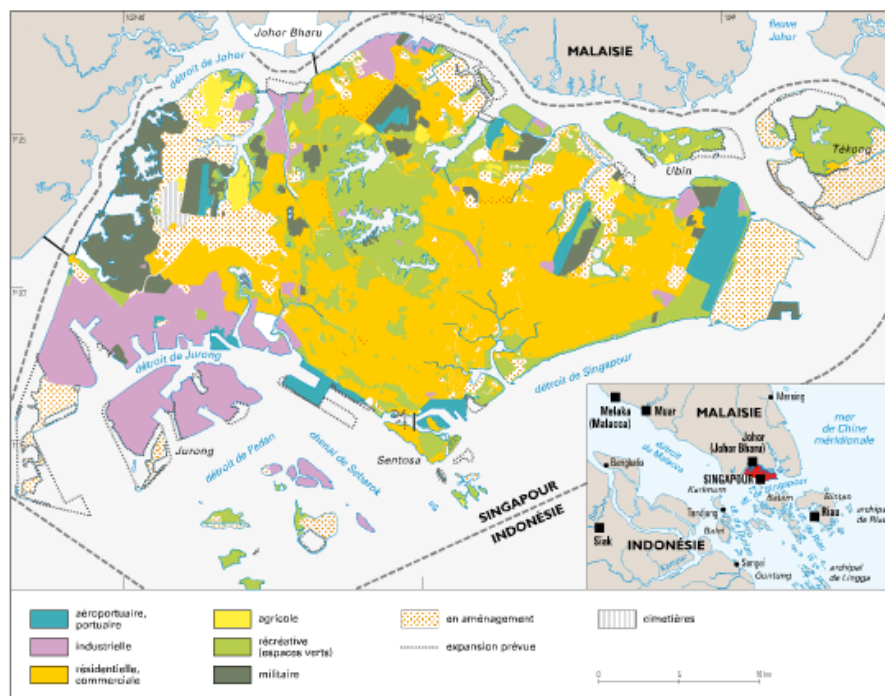
Nous le verrons, l'une des priorités majeures des autorités singapouriennes reste la réduction progressive de la dépendance en eau du pays à l'égard de son voisin, la Malaisie, dont il est séparé par le détroit de Johor. Pour ce faire, baies et estuaires à mangrove du nord de l'île sont endigués de telle sorte qu'à l'heure actuelle « sept des quinze réservoirs d'eau douce [...] se trouvent à l'intérieur des digues. »⁸. Néanmoins, 20% des besoins en eau continuent d'être assurés par l'aqueduc reliant l'île à son voisin.

Plus largement, on assiste à une redéfinition des fonctions de chaque parcelle de l'île auquel s'ajoute un souci permanent de « domestication de la nature ». Le logement, cheval de bataille du gouvernement singapourien lors de l'accession à l'indépendance, a été largement remanié par la puissante régie Housing and Development Board (HDB) dont nous parlerons dans le volet consacré à l'économie. De même, si les espaces verts ont progressivement disparu suite au rachat des terres agricoles, les préoccupations écologiques sont bel et bien présentes : interdiction de l'élevage de porcs jugé trop polluant, soin constant apporté aux 36 parcs publics, épuration des différentes rivières, lâcher d'oiseaux, ... Toutes ces initiatives témoignent d'une volonté constante d'embellissement du cadre de vie.

Ainsi, à Singapour chaque parcelle de terrain tend à être exploitée selon un plan précis, le tout sous le contrôle de puissantes régies telles que le Housing Development Board (HDB) ou encore l'Urban Redevelopment Authority (URA), soucieuses d'améliorer la qualité des infrastructures tout en gardant un

⁸ Idem, p.223.

cadre de vie agréable, susceptible d'attirer des touristes de plus en plus nombreux.



Source : *Encyclopedia Universalis*

Il n'en reste pas moins que la taille extrêmement réduite de cet Etat constitue de facto un facteur de vulnérabilité non-négligeable le réduisant au rang de « petite puissance ». Cet état de fait est d'autant plus handicapant qu'il limite singulièrement l'accès à des ressources aussi élémentaires que le sable, pourtant nécessaire à l'expansion de Singapour (cf. infra). Le deuxième critère de la définition de Toje prend ici tout son sens.

3.2 Bref historique

Bien que diverses traces écrites mentionnent la future cité-Etat dès le II^e siècle de notre ère, 1819 marque le véritable début de Singapour telle que nous la connaissons aujourd'hui. Cette année-là, après des négociations rondement menées, Sir Thomas Stamford Raffles décida d'y implanter un comptoir commercial au nom de la Compagnie des Indes Orientales, conscient de l'importance géostratégique que revêtait une telle île pour le gouvernement britannique.

Cette acquisition ne peut être comprise isolément. En 1786, les Britanniques mirent pied sur l'île de Pinang, au nord de la péninsule malaise. Neuf ans plus

tard, les Hollandais leur cédaient la ville de Malacca, qu'ils acquerront définitivement après le traité de Londres de 1824 qui délimitait leur zone d'influence dans la région. Cet accord permit de soulager les inquiétudes des Hollandais, inquiets de la présence britannique dans la région des détroits, et en particulier à proximité de celui de la Sonde. Ces différents comptoirs furent bientôt connus sous le nom de Strait Settlements et devinrent des possessions de la Couronne en 1865⁹.

Ainsi, Londres put consolider « le grand axe Calcutta-Canton (et plus tard Hong Kong) »¹⁰ tout en promouvant le libre-échange à l'heure où le commerce à partir des ports hollandais (tels que celui de Batavia) était entravé par toute une série de restrictions. L'île, qui, mis à part une position géographique unique, n'avait rien à offrir en termes de ressources, devint un gigantesque entrepôt de marchandises importées de toute la région. Comme le souligne Ho, « les marchands britanniques allaient réaliser longtemps après Raffles que le commerce de Singapour était une « création artificielle. »¹¹

Malgré son importance stratégique évidente, l'île n'a été fortifiée que sur un tard et, à la veille du second conflit mondial, le manque d'une aviation de qualité sera lourd de conséquences. En février 1942, la garnison britannique de la « Forteresse », commandée par le Général Arthur Percival, est lamentablement défaite par les Japonais qui viennent de conquérir l'entièreté de la péninsule. Après trois années d'une dure occupation, les Britanniques reprennent le contrôle d'une île aux infrastructures portuaires fortement endommagées. Le mythe de leur invincibilité défail, la marche vers la décolonisation s'accélère¹².

En 1959, après une période de troubles sociaux, Singapour obtient son autonomie interne des mains de Londres qui les encourage à rejoindre la fédération de Malaysia, ce qui sera fait en 1963. Néanmoins, « très rapidement, l'intégration de Singapour dans la grande fédération apparaît fragile, notamment en raison des relations parfois difficiles entre les Malais, majoritaires dans la péninsule, et les Chinois, majoritaires dans l'île »¹³. Le divorce est officiellement proclamé le 9 août 1965 à l'encontre de la volonté des dirigeants singapouriens, au premier rang desquels on retrouve Lee Kuan

⁹ KRATOSKA Paul H., « Récits divergents d'une histoire commune : la Malaysia et Singapour », *Outre-Terre*, 2005, n°12, p. 139.

¹⁰ DE KONINCK, *op. cit.*, p.61.

¹¹ HO Joshua, « Singapour et Malacca », *Outre-Terre*, 2010, n°25-26, p. 289.

¹² HENDERSON Joan C., « Planning for the Success: Singapore, the Model City-State? », *Journal of International Affairs*, 2012, vol. LXV, n°2, p. 70.

¹³ DE KONINCK Rodolphe, *op. cit.*, p.84.

Yew, fondateur du People's Action Party (PAP), qui deviendra après les élections de 1963 l'unique formation politique tolérée sur l'île.

Depuis lors, la cité-Etat, menée d'une main ferme, a considérablement évolué et a pris en marche le train de la mondialisation au point de devenir l'un des Etats les plus prospères au monde. Sa vulnérabilité géographique évidente est ainsi devenue un atout majeur de par sa volonté de promotion de l'interdépendance économique sur la scène internationale (cf. infra).

3.3 Population : caractéristiques générales, ethnies et religions¹⁴

Avec le sultanat de Brunei et la République Populaire Démocratique du Laos, Singapour est l'un des Etats les moins peuplés de l'ASEAN. En 2011, le Bureau des Statistiques dénombrait 5 183 700 habitants pour un taux d'accroissement de 2,1%. Cette dernière mesure, contrôlée par les autorités dès les premières années de l'indépendance, n'a pas tardé à rejoindre les standards des pays développés dès lors que l'augmentation du niveau de vie était au rendez-vous. L'espérance de vie (83,75 ans en moyenne), les taux de mortalité infantile (2 pour 1000) ou encore d'alphabétisation (92,5%) se rapprochent voire même dépassent ceux des pays occidentaux les plus avancés, encore que quelques disparités subsistent entre hommes et femmes au niveau de ce dernier indicateur.

La population se subdivise en trois groupes ethniques majeurs : les Chinois (76,8% de la population), les Malais (13,9%) et les Indiens (7,9%). Cette subdivision a joué un rôle prépondérant dans l'histoire récente de la Cité-Etat. Au début des années 1820, Singapour accueillait déjà des Malais (présents en petit nombre avant l'arrivée de Raffles), des Chinois, des Arabes et des Européens. Alors que la future colonie acquérait une importance géostratégique centrale pour Londres, la sinisation battait son plein, au point que la population chinoise est passée de 21 000 à 600 000 individus entre 1881 et 1900¹⁵, et ce dans un environnement régional majoritairement malais.

En matière religieuse, la réalité est plus nuancée : 42,5% de la population se réclame du bouddhisme, 14,9% de la religion musulmane (en grande partie malais), 8,5 du taoïsme, 4,8% du catholicisme, 4% de l'hindouisme tandis que près de 15% des personnes interrogées déclaraient n'appartenir à aucune religion.

¹⁴ Chiffres disponibles sur le CIA World Factbook.

¹⁵ ETIENNE Gilbert, « La Chine et les Chinois de l'extérieur », *Relations internationales*, 2010, n°141, p. 101.

Cette disparité ethnico-religieuse entre l'île et la péninsule est en grande partie à l'origine de l'éclatement de la Fédération de Malaisie en 1965 : à cette époque, Kuala Lumpur jouait la carte de l'identité malaise alors que Lee Kuan Yew imaginait faire de Singapour une « capitale des Chinois d'outre-mer ». Bien que ces disparités soient présentes au niveau national (rares sont les officiers d'origine malaise)¹⁶, il n'en reste pas moins qu'un particularisme singapourien s'est réellement développé : usage de l'anglais comme lingua franca, quartiers mixtes d'un point de vue ethnique suite à l'action du Housing and Development Board (HDB) et jours fériés pour tous à l'occasion des fêtes religieuses majeures sont autant de mesures destinées à apaiser d'éventuelles tensions ethniques.

Une forme d'« exceptionnalisme singapourien » est également omniprésente au sein de la société et dépasse les clivages précédemment mentionnés. Dans une enquête réalisée en 2006, Thompson déclare que si des disparités subsistent entre Malais et Chinois de Singapour quant à la perception de leur environnement immédiat, celles-ci ne sont pas comparables à celles qui existent entre Chinois et Malais de Malaisie¹⁷. Ainsi, de manière générale, tout en étant conscients d'appartenir à l'entité géographique « Asie du Sud-Est », les Singapouriens se sentent plus proches de pays relativement lointains, Japon et Etats-Unis en tête.

3.4 Institutions

République parlementaire où l'essentiel du pouvoir appartient de facto au Premier Ministre¹⁸, Singapour est un parfait exemple de ce que d'aucuns appellent « une démocratie illibérale » ou encore un « autoritarisme doux »¹⁹. Comme mentionné précédemment, l'histoire de la Cité-Etat est indissociable du People's Action Party (PAP), parti hégémonique fondé par l'ancien Premier Ministre Lee Kuan Yew à l'origine du formidable succès économique du pays. L'ancien homme fort de Singapour a été l'un des plus célèbres partisans des valeurs dites asiatiques, « qui insist(e)nt sur l'aspect nucléaire de la cellule familiale et sur le rôle éminent de la collectivité (primat de l'ordre, de l'autorité, de la discipline...) »²⁰. Au nom du développement économique, l'objectif

¹⁶ BESSON Alexandre, *Etat des lieux de la relation Singapour/Malaisie en 2011. Vers un rapprochement durable ?*, Paris : Institut des Relations Internationales et Stratégiques, 2011, p. 15.

¹⁷ THOMPSON, « Singaporean Exceptionalism and Its Implications for ASEAN Regionalism », *Contemporary Southeast Asia*, 2006, vol. XXVIII, n°2, pp. 183-206.

¹⁸ Président actuel : Tony Tan Keng Yam ; Premier Ministre : Lee Hsien Loong, fils de Lee Kuan Yew.

¹⁹ SING Bilveer, « Singapour – Maintenir l'équilibre entre la prospérité, la croissance sociale et la démocratie graduelle », *Revue internationale de politique comparée*, 2011, n°18, p.115.

²⁰ GARCIN Thierry, « Les droits de l'homme à l'épreuve de l'universalité », *Relations internationales*, 2007, n°132, p. 46.

démocratique a été écarté, les libertés « occidentales » étant considérées comme accessoires voire gênantes pour des pays en développement²¹.

Si le PAP n'est pas un parti unique (on en dénombre près de 20 dans la Cité-Etat), il est néanmoins parvenu, par une série de mesures extrêmement habiles, à créer un lien très particulier entre les Singapouriens et lui. Parti sans autre idéologie que le pragmatisme et le succès, il est en quelque sorte devenu indispensable pour chaque habitant grâce à ses réussites incontestables au niveau économique. Si la liberté de la presse est toujours limitée et les syndicats sous le contrôle de l'Etat (moyennant une obligation de résultat du côté des autorités), voter pour un autre groupe politique signifierait s'aventurer dans des contrées inexplorées, d'autant que l'opposition est inorganisée et semble dépendante du bon vouloir du pouvoir en place que lui a attribué des sièges au Parlement.

Certaines avancées ont néanmoins été enregistrées depuis les élections de 1984 : les débats du Parlement sont retransmis sur la chaîne publique, la prise en compte croissante de l'opinion publique²² et l'apparition d'ONG sont autant de signes d'une ouverture progressive²³. La presse indépendante a également pu prendre part au débat, ce qui semble avoir eu un certain impact sur les législatives (mai) et présidentielles (août) de 2011, le PAP n'enregistrant que 60% des voix. En cause, outre les problèmes récurrents posés par les transports publics, le « complexe postcolonial qui pousse encore les dirigeants à favoriser les diplômés et talents étrangers »²⁴ dans de nombreux domaines, intellectuel ou sportif. Ces enjeux affectent surtout les générations nées après 1965 pour qui la réussite économique du PAP depuis l'indépendance est tenue pour acquise et jugent les dirigeants sur les résultats de ces cinq dernières années²⁵.

3.5 Economie

Les bases d'une révolution économique

Fermement encadré socialement et territorialement, le développement économique spectaculaire de la Cité-Etat démarre dès les premières années de

²¹ THIEBAULT Jean-Louis, « Des économies émergentes ou des marchés émergents : le développement économique avec ou sans la démocratie », *Revue internationale de politique comparée*, 2011, n°18, p. 35.

²² A l'occasion de la construction d'un casino notamment.

²³ SING Bilveer, op. cit., p. 117.

²⁴ PARET Charles M., « Singapour. Le changement, c'est presque maintenant », *Diplomatie*, 2012, Grands Dossiers n°9, p.62.

²⁵ "Vote Forces Singapore's Leader to Reconsider Style", *New York Times*, 8 mai 2011, <http://www.nytimes.com/2011/05/09/world/asia/09singapore.html>, consulté le 8 octobre 2012.

son autonomisation. A cette époque, le Premier Ministre Lee Kuan Yew, convaincu « que les gouvernements démocratiques sont (...) incapables de mettre en œuvre un développement économique rapide »²⁶, décide d'engager son pays sur la voie du développement et mène, par le biais de plusieurs organismes parapublics, des réformes économiques décisives.

Lors de sa création en 1961, l'Economic Development Board eut ainsi pour mission d'attirer les entreprises étrangères grâce, notamment, à des avantages fiscaux et à l'établissement de zones franches. Pour sa part, l'Etat singapourien décida d'investir non seulement dans le domaine de l'éducation (le but étant de former une main d'œuvre qualifiée) mais également dans divers secteurs de la vie économique via le holding Temasek. « Cette participation est également orchestrée par des super-agences dont le Jurong Town Corporation (JTC) ». Ces mesures permirent un développement rapide de l'industrie (spécialisée, depuis 30 ans, dans les secteurs de pointe) ainsi que la création d'une main d'œuvre certes loin d'être bon marché mais hautement qualifiée. Cette spécialisation dans le domaine de l'industrie et des services a permis à la Cité-Etat, dépourvue d'arrière-pays, de se concentrer sur des secteurs « demandant peu d'espaces et de matières premières »²⁷.

Les infrastructures ont également subi, à la même époque, de profondes mutations. Grâce à une politique d'expansion et d'efficacité dans le domaine des communications, l'île est devenue, au fil des années, un véritable centre portuaire de renommée mondiale (création du Port of Singapore Authority en 1964), aéroportuaire, touristique et surtout financier en Asie du Sud-Est, où bon nombre de Chinois peuvent mener des opérations financières plus ou moins légales, sans impôt sur le revenu. Le logement, « point noir » de la Cité-Etat à l'heure de l'indépendance, fut également au centre de l'action du gouvernement jusqu'au milieu des années 1980. Le Housing and Development Board (HDB), créé en 1960 afin d'assurer la construction de logements publics, est encore « la régie d'Etat la plus puissante parmi la demi-douzaine qui existe à Singapour »²⁸. Aujourd'hui, la plupart des locataires des appartements érigés par le HDB sont en passe de pouvoir acheter leur résidence.

²⁶ THIEBAULT, *op. cit.*, p. 26.

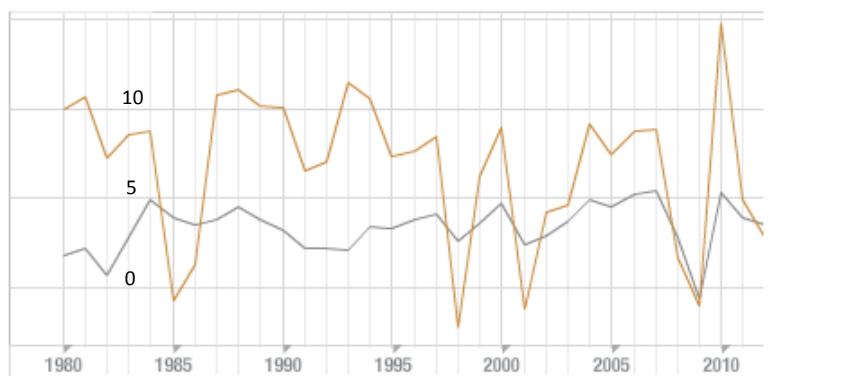
²⁷ BESSON Alexandre, *op. cit.*, p. 11.

²⁸ DE KONINCK Rodolphe, *op. cit.* p.218.

Analyse des principaux indicateurs macroéconomiques nationaux²⁹

Cinquième économie mondiale en terme de PIB par habitant, Singapour, bien qu'extrêmement dépendante du monde extérieur, n'a également été que temporairement affectée par la crise économique et financière de 2008. En effet, si la Cité-Etat a connu une légère récession en 2009 (-1%), la croissance est repartie de plus belle en 2010 pour atteindre les 14,9%. Ce résultat impressionnant s'est quelque peu tassé en 2011 en atteignant 4,9%, ce qui reste au-dessus de la moyenne mondiale.

Taux de croissance singapourien (en orange) de 1980 à 2012³⁰



En ce qui concerne les finances publiques, Singapour est, d'après les chiffres de 2011, en léger surplus budgétaire (1,3%). La dette représente 112,4% du PIB, chiffre qu'il est néanmoins impératif de nuancer. Comme le rappelle le CIA World Factbook : "for Singapore, public debt consists largely of Singapore Government Securities (SGS) issued to assist the Central Provident Fund (CPF), which administers Singapore's defined contribution pension fund; special issues of SGS are held by the CPF, and are non-tradable; the government has not borrowed to finance deficit expenditures since the 1980s." Il s'agit donc d'une dette essentiellement interne.

Commerce extérieur

Fort de sa localisation privilégiée, l'île est également une véritable plate-forme du commerce international. Comme le rappelle Joshua Ho, « Singapour est devenue aujourd'hui :

²⁹ Les données chiffrées qui suivent sont tirées du CIA World Factbook

³⁰ IMF Data Mapper, consulté le 9 octobre 2012.

- le premier port de conteneurs du monde ;
- un des principaux ports de transbordement avec 80 % de sa cargaison en conteneurs transbordée ;
- le premier port de ravitaillement ;
- le plus grand centre de raffinage de pétrole ;
- un chantier florissant de construction navale, de remise en état et de reconversion des navires ;
- un centre régional de croisière. »³¹

De loin premier exportateur de l'ASEAN, le pays a également la meilleure balance commerciale parmi les différents membres de l'organisation, à égalité avec la Malaisie³². Outre le pétrole raffiné, la Cité-Etat vend essentiellement des machines et équipements et des produits chimiques. Les importations singapouriennes se composent, pour l'essentiel, de biens de consommation, de denrées alimentaires, de machines et de combustibles minéraux (pétrole brut, charbon, gaz naturel).

Comme le montre le tableau ci-dessous³³, le premier partenaire commercial du pays est, fort logiquement compte tenu de sa position géographique, la Malaisie, et ce depuis le début de la période considérée. La deuxième place, détenue en 2001 par les Etats-Unis, est désormais occupée par l' (ensemble des pays de l') Union Européenne (suite aux élargissements de 2004 et, dans une moindre mesure, de 2007), Washington étant relégué en cinquième position. Viennent ensuite la Chine, qui a presque quintuplé ses échanges avec la Cité-Etat en moins de 10 ans, et l'Indonésie.

³¹ HO Joshua, *op. cit.*, p. 290.

³² Selon les chiffres de 2011 du CIA World Factbook, la Malaisie et Singapour ont toutes deux une balance commerciale excédentaire de 48,5 milliards \$. Pour la Malaisie, les exportations s'élevaient à 225,6 milliards \$, les exportations à 177,1 milliards \$; pour Singapour, ces chiffres étaient respectivement de 414,8 milliards \$ et de 366,3 milliards \$.

³³ "External Trade", *Department of Statistics (Singapore)*, <http://www.singstat.gov.sg/pubn/reference/yos12/statsT-trade.pdf>, consulté le 9 octobre 2012.

13.2 TOTAL TRADE BY REGION/COUNTRY

Region / Country	Million Dollars						
	2001	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Total	425,718.4	810,483.3	846,607.4	927,654.8	747,417.4	902,062.6	974,396.3
America	75,765.7	108,280.9	110,150.6	117,802.2	96,114.4	109,672.3	118,137.8
Brazil	963.0	3,164.4	3,198.0	4,147.2	3,506.2	3,748.2	4,164.7
Canada	1,467.0	2,753.2	4,608.3	4,358.5	4,964.6	3,415.2	3,236.9
United States	67,670.5	90,302.9	88,148.5	86,299.8	66,920.6	78,386.6	76,688.4
Asia	270,950.4	564,904.4	591,672.3	646,101.2	514,720.9	634,426.5	684,882.7
Bahrain	391.9	653.4	461.0	470.7	557.1	424.2	337.0
Bangladesh	1,637.2	1,658.1	1,536.8	1,900.0	2,147.3	2,396.0	2,989.0
Brunei Darussalam	1,060.1	1,259.3	1,259.6	1,495.7	1,392.8	1,464.2	2,230.0
Cambodia	760.4	908.1	788.2	898.1	1,652.5	3,217.7	1,379.0
China	22,445.4	85,255.3	91,562.9	91,412.5	75,710.5	95,312.2	101,398.5
Hong Kong	24,359.3	49,842.4	52,960.0	54,434.8	49,168.2	60,084.7	60,770.7
India	6,875.8	19,920.8	23,860.2	28,757.0	21,585.7	30,667.5	35,424.9
Indonesia	na	62,930.3	66,388.6	75,126.6	58,517.0	67,920.9	78,022.1
Japan	45,506.4	55,229.2	54,085.9	60,066.6	44,951.8	55,593.6	56,084.0
Korea, Republic of	15,234.4	30,512.8	35,213.8	42,652.8	38,558.1	44,062.1	46,776.6
Kuwait	2,551.1	7,354.7	8,008.5	9,588.4	4,260.9	3,852.3	4,700.6
Laos	47.9	66.2	61.0	37.1	53.2	35.1	44.2
Malaysia	73,796.1	105,853.0	109,908.4	111,452.9	86,144.8	106,603.8	112,001.5
Myanmar	960.4	1,004.9	1,263.9	1,937.7	1,462.4	1,690.7	1,632.6
Pakistan	741.9	1,296.8	1,349.4	1,722.0	1,237.4	1,715.5	2,460.5
Philippines	10,088.7	17,033.1	17,980.2	17,193.6	14,787.5	22,298.1	16,299.5
Saudi Arabia	8,117.8	15,945.7	14,505.8	22,007.3	12,832.7	16,406.6	23,263.1
Sri Lanka	764.7	1,547.8	1,360.0	1,493.2	1,207.5	1,749.1	1,853.2
Taiwan	20,050.0	39,271.7	37,076.9	36,606.1	31,177.5	42,680.6	45,689.4
Thailand	18,729.2	31,801.0	31,450.0	34,535.1	26,519.9	31,284.2	31,915.3
United Arab Emirates	4,495.2	11,683.5	12,166.6	14,765.9	11,594.8	13,875.3	20,374.7
Vietnam	5,995.6	11,287.1	13,026.5	15,639.4	13,413.0	12,254.1	14,919.5
Europe	62,862.3	100,113.3	107,117.7	117,120.5	99,836.4	116,169.8	122,029.0
France	6,570.1	13,552.9	16,038.0	16,963.8	17,340.2	17,649.5	18,352.5
Germany	14,552.3	21,211.8	21,192.0	22,400.3	17,436.7	20,494.2	21,497.4
Italy	3,111.1	5,086.9	5,785.0	5,768.1	4,597.5	4,762.3	5,699.5
Netherlands	9,272.8	11,900.6	13,047.6	16,036.0	11,811.5	15,667.6	18,249.1
Sweden	1,068.5	1,829.9	1,926.6	1,942.9	1,619.5	2,067.8	2,009.5
United Kingdom	9,475.4	18,358.8	19,494.0	15,890.3	13,712.6	15,936.7	15,925.4
Switzerland	4,616.3	4,353.4	4,800.6	4,713.2	5,048.8	7,754.3	6,419.4
Oceania	12,326.1	29,051.2	28,807.0	34,798.9	27,688.9	29,780.5	35,519.5
Australia	9,964.5	22,116.8	21,595.9	25,996.0	21,120.4	21,821.3	24,851.0
New Zealand	1,044.5	2,773.6	3,048.6	3,814.6	2,808.0	3,106.3	3,926.2
Africa	3,813.9	8,133.5	8,859.9	11,832.0	9,056.7	12,013.4	13,827.4
European Union ¹	56,361.3	91,703.5	97,452.4	104,384.1	86,815.7	99,409.0	106,030.1

Source : Department of Statistics (Singapore)

Comme l'a précisé Kuik, la promotion de l'interdépendance économique par les dirigeants singapouriens a ainsi permis de remédier à la vulnérabilité intrinsèque de cette petite puissance³⁴. Si cette stratégie s'est avérée efficace, ses voisins, Indonésie en tête, ne la voient pas toujours d'un bon œil.

Enfin, en plus de compter parmi les membres fondateurs de l'ASEAN (1967), Singapour est également membre de l'Organisation Mondiale du Commerce et accueille le siège de la Coopération Economique des pays d'Asie-Pacifique ou APEC, forum hétérogène lancé en 1989 visant notamment à promouvoir le libre-échange.

³⁴ KUIK Cheng-Chwe, "The Essence of Hedging: Malaysia and Singapore's Response to a Rising China", *Contemporary Southeast Asia*, 2008, vol. XXX, n°2, p.177.

Défense

Avec un budget de 8,3 milliards \$ équivalant à 4,9% de son PIB, Singapour est le pays de l'ASEAN qui investit le plus massivement dans le domaine de la défense³⁵. Celle-ci repose sur 2 piliers : diplomatie et force de dissuasion. En recourant au concept de Total Defence, les autorités entendent jouer sur tous les tableaux pour prévenir n'importe quelle menace et garder la population unie.

La première menace relevée par le Ministère de la Défense dans son dernier « livre blanc » (*Defending Singapore in the 21st Century*) est le basculement qui s'opère dans la zone Asie-Pacifique. La montée en puissance de la Chine et ses répercussions sur la relation triangulaire Washington-Tokyo-Pékin, « key factor determining the regional security climate »³⁶, sont au centre des préoccupations des autorités singapouriennes. Sont également mentionnés les conflits régionaux, à commencer par la péninsule coréenne et les îles Spratly. Viennent ensuite la lutte pour les ressources telles que l'eau, le pétrole et les ressources maritimes, la prolifération des ADM et les actes terroristes.

Au-delà du partenariat privilégié que Singapour a noué avec les Etats-Unis, divers accords de coopération ont été conclus avec l'Inde et seront analysés ultérieurement. De son côté, Paris demeure un partenaire important dans ce domaine : deuxième fournisseur d'armements de la Cité-État, une étroite collaboration unit les deux pays. Ainsi, « depuis 1999, un escadron de F-16 singapouriens) est stationné de façon permanente en France, à Cazaux (Gironde), pour la formation initiale des pilotes. »³⁷ En outre, le pays entretient de bonnes relations dans ce domaine avec Israël, Taïwan, l'Afrique du Sud, l'Australie, le Bangladesh, la Chine³⁸, et, du moins dans les discours officiels³⁹, avec l'ensemble des armées de l'ASEAN.

Pour un effectif d'environ 72 500 hommes, l'armée singapourienne est extrêmement bien équipée : 148 avions de combats de conception américaine (dernier achat en date, la variante « E » du F-15 Eagle, qui s'ajoutera aux F-16 Falcon et autres F-5 Freedom Fighter), 5 sous-marins, 6 frégates furtives, 196 chars ainsi que plusieurs avions de transport et hélicoptères (dont le célèbre

³⁵ PARET Charles M., *op. cit.*, p. 62.

³⁶ « Defending Singapore in the 21st Century », *Ministry of Defence (Singapore)*, <http://www.mindef.gov.sg/ds21/DS21.pdf>, consulté le 10 octobre 2012.

³⁷ « La France et Singapour », *Ministère des Affaires Etrangères (France)*, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/singapour/la-france-et-singapour/article/relations-politiques-79651>, consulté le 11 octobre 2012.

³⁸ « Singapore and China reaffirm bilateral, military ties », *Channelnewsasia*, 18 juin 2012, <http://www.channelnewsasia.com/stories/singaporelocalnews/view/1208399/1/html>, consulté le 11 octobre 2012.

³⁹ « Defending Singapore in the 21st Century », *op. cit.*

AH-64 Apache)⁴⁰. Supposée assurée la défense de la Cité-Etat, l'armée est cependant en mesure d'assumer des opérations de projection de force⁴¹ grâce à ses appareils de ravitaillement en vol KC-135 Stratotanker et à ses navires de type Landing Ship Tank.

Si ces capacités militaires sont considérables et excèdent celles d'autres petites puissances (Belgique par exemple), cela ne compense que très partiellement la situation de dépendance dans laquelle se trouve Singapour. Ainsi, l'espace aérien dont disposent les pilotes est tellement réduit que certaines escadrilles sont en permanence basées à l'étranger afin de parfaire leur formation. Cette militarisation, rendue possible par la prospérité dont bénéficie le pays depuis plusieurs décennies, est, à nouveau selon Kuik, un autre moyen déployé par cet Etat pour pallier sa vulnérabilité⁴².

4. Enjeux régionaux⁴³

Nous venons de le voir, ce micro-Etat s'est doté de capacités militaires considérables depuis plusieurs décennies, alimentant une dynamique qui, de prime abord, n'est pas sans rappeler le dilemme de sécurité de sécurité énoncé par John Herz. Ce mécanisme est d'autant plus probable de s'accroître qu'une réelle méfiance à l'égard de l'environnement régional peut être observée dans le chef des dirigeants singapouriens, et ce pour des raisons historiques, culturelles, économiques et géopolitiques. Ces différentes réalités renvoient à l'une des caractéristiques retenues par Taje dans sa définition de la petite puissance : par nature défensive, elle voit plus de dangers que d'opportunités sur la scène internationale. C'est ce que nous examinerons plus en détail dans cette section.

4.1 Malaisie

Histoire et perceptions

Réunis en une seule et même fédération le 16 septembre 1963, Singapour et la Malaisie se sépareront moins de deux ans plus tard. En cause, une lutte sans merci entre deux personnalités politiques de première ordre, le Singapourien Lee Kuan Yew et le Malais Mohammad Mahatir, porteurs de projets radicalement différents pour cette nouvelle entité politique. Alors que le

⁴⁰ PARET Charles M., *op. cit.*, pp. 34-74, citant le CIA World Factbook et l'IISS.

⁴¹ Celle-ci est comprise comme la capacité qu'a un Etat « à employer ses unités terrestres, aériennes et navales sur un théâtre d'opérations distant ». Voyez BRUSTLEIN Corentin, « Vers la fin de la projection de forces ? I. La menace du déni d'accès », *Focus stratégique*, avril 2010, n°20, p. 9.

⁴² KUIK Cheng-Chwe, *op. cit.*, p.177.

⁴³ La question de la lutte contre la piraterie maritime ayant déjà été traitée dans une précédente note d'analyse, il n'en sera pas question dans ce travail. Voyez JUNGERS Jonathan, *Malaisie : analyse sécuritaire d'un tigre asiatique*, Louvain-la-Neuve : Chaire Inbev-Baillet Latour, Note d'analyse, n°19, 2012, 47 p.

premier souhaitait voir la mise sur pied d'une société multiethnique, le second prônait l'identité malaise de la fédération⁴⁴. Aujourd'hui encore, ce passé commun hante les relations entre Kuala Lumpur et Singapour.

Les trajectoires suivies par les deux pays dans les années postindépendances sont également à l'origine de ressentiments toujours vivaces aujourd'hui : bien que prépondérante dans l'économie du Sud-Est asiatique, la Malaisie n'a pas connu la même croissance économique que son voisin, dont le dynamisme est parfois associé à de l'arrogance.

La dimension ethnico-religieuse est un autre facteur de dissension : majoritairement chinois, les Singapouriens, attachés à la laïcité, voient d'un assez mauvais œil le retour de la religion musulmane sur la scène malaise où le passé « pré-islamique » semble être quelque peu mis à l'écart⁴⁵.

Litiges réglés

La relation entre ces deux Etats semble néanmoins s'être quelque peu détendue ces dernières années, les protagonistes historiques de cette rivalité prenant de l'âge et se retirant progressivement de la scène politique pour laisser la place à une nouvelle génération. Emblème de ce « passage de flambeau » : un livre d'histoire, commun aux deux pays, pourrait prochainement voir le jour, permettant ainsi une meilleure compréhension mutuelle.⁴⁶

Autre avancée non-négligeable : la résolution des querelles autour des îlots de Pedra Branca, Middle Rocks et South Ledge. Dans son verdict du 23 mai 2008⁴⁷, la Cour Internationale de Justice (CIJ) reconnaît « la souveraineté de fait de la Cité-Etat sur Pedra Branca, (...) et confirm(e) par ailleurs la souveraineté de Kuala Lumpur sur Middle Rocks »⁴⁸. Le cas de South Ledge est quant à lui subordonné à un accord de délimitation des eaux territoriales entre les deux Etats.

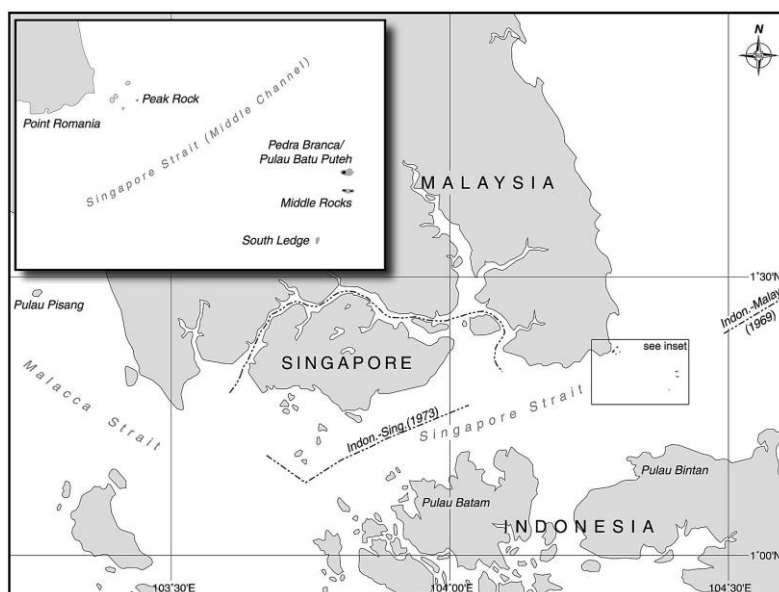
⁴⁴ Les deux pays se sont séparés après que Lee ait annoncé sa volonté de présenter des candidats aux élections générales.

⁴⁵ «Singapore and Malaysia: friendly rivals», *New York Times*, 10 août 2005, http://www.nytimes.com/2005/08/09/news/09iht-edbowring.html?_r=1&, consulté le 24 octobre 2012.

⁴⁶ BESSON Alexandre, *op. cit.*, p. 5.

⁴⁷ La CIJ fut saisie du dossier le 24 juillet 2003, Singapour et la Malaisie ayant accepté au préalable que le verdict de celle-ci déterminerait l'issue de ce différend.

⁴⁸ BESSON Alexandre, *op. cit.*, p. 7.



Source : *The American Journal of International Law*

Autre différend résolu : l'imbroglio juridique autour des chemins de fer de Singapour. La Cité-Etat est ainsi parvenue à échanger sa souveraineté sur l'ensemble du réseau ferroviaire moyennant des compensations économiques pour Kuala Lumpur (quatre terrains lui ont été attribués à Marina South)⁴⁹.

Enfin, la possible (quoique controversée) indépendance en eau de la Cité-Etat à l'horizon 2060 pourrait mettre un terme à un sujet hautement sensible dans le chef des dirigeants singapouriens.

Points d'opposition

Il n'en reste pas moins que les frictions demeurent. En plus de la question hydraulique, la construction d'une éventuelle nouvelle voie d'accès (Causeway) entre l'île et la péninsule malaise fait régulièrement débat, Singapour refusant « to cooperate in building a new bridge across the Johor Strait that would enable the existing causeway to be removed, benefiting Malaysian ports and industrial development in Johor state. »⁵⁰ De même, dans le cadre des FPDA, la question du survol du territoire malais par des appareils militaires singapouriens reste toujours problématique. Enfin, la question des fonds de retraite des ouvriers malais quittant l'île avant l'âge de 55 ans reste lancinante.

⁴⁹ "Singapore, Malaysia formalise land swap deal", *Channelnewsasia*, 27 juin 2011, <http://www.channelnewsasia.com/stories/southeastasia/view/1137468/1.html>, consulté le 25 octobre 2012.

⁵⁰ "Singapore: profile problems", *New-York Times*, 29 novembre 2007, <http://www.nytimes.com/2007/11/29/news/29iht-30oxan-SINGAPORE.852717.html>, consulté le 25 octobre 2012.

Plus largement, A. Besson distingue quatre points qui pourraient mener à une détérioration des relations entre les deux Etats :

- la politique singapourienne à l'égard de la montée de la Chine si Kuala Lumpur adopte une ligne différente (moins conciliante peut-être) que la Cité-Etat⁵¹;
- le nucléaire civil si aucune forme de coopération n'émerge⁵²;
- l'ingérence économique de Singapour en Malaisie, celle-ci n'entendant pas devenir une arrière-cour de sa voisine géographiquement limitée bien qu'en pleine expansion ;
- l'harmonie raciale, qui reste très certainement le dossier brûlant, « toute instabilité interethnique de part et d'autre du Causeway pouvait profondément affecter l'harmonie raciale du pays voisin » ;⁵³

A ces quatre éléments, nous pouvons rajouter la crainte malaisienne de l'expansion territoriale de la Cité-Etat, pourtant absolument nécessaire pour la perpétuation de son miracle économique. Bunnell présente cette question sous la forme d'un jeu à somme nulle : dès lors que Singapour s'étend, Kuala Lumpur est perdante⁵⁴, raison pour laquelle le gouvernement malaisien interdit le commerce de sable depuis plus de 10 ans⁵⁵. La question de Pulau Tekong, deuxième plus grande île singapourienne (marquée d'un « A » rouge sur la carte ci-jointe), est particulièrement emblématique : si l'agrandissement de cette dernière se poursuit, l'arrivée des navires à Pasir Gudang se compliquerait sensiblement.

⁵¹ Il convient de rappeler, entres autres choses, que, contrairement à Singapour, la Malaisie a des revendications territoriales en Mer de Chine Méridionale.

⁵² Singapour envisage de plus en plus la construction d'une mini-centrale qui pourrait ainsi réduire sa dépendance énergétique. Les problèmes surgiraient si cette exploitation se faisait sans concertation avec les pays voisins, Malaisie et Indonésie en tête.

⁵³ BESSON, *op. cit.*, p. 25.

⁵⁴ BUNNELL Ben et alii, "Geographies of power in the Indonesia–Malaysia–Singapore Growth Triangle" in DERRUDER Ben et alii, *International Handbook of Globalization and World Cities*, Northampton : Edward Elgar Publishing, 2012, p. 471.

⁵⁵ "Malaysian Sand Issues", *Dredging Today*, 5 août 2010, <http://www.dredgingtoday.com/2010/08/05/malaysian-sand-issues/>, consulté le 25 octobre 2012.



Source : Google Maps

La coopération militaire reste, pour sa part, relativement faible et joue surtout sur des effets d'annonce.

4.2 Indonésie

Perceptions

Une Cité-Etat opulente, laïque et entrée de plein pied dans la mondialisation d'une part, un pays musulman tourné vers son économie d'autre part. Voilà qui pourrait caractériser, à grands traits, la relation « en dents de scie » qui lie Singapour et Jakarta.

Selon N. Hamilton-Hart, l'origine des tensions entre ces deux Etats remonte à la période coloniale et aux rôles complètement différents qui leur ont été assignés. Véritable île-entrepôt dépourvue de toute matière première, Singapour a toujours prôné le libre-échange comme remède à sa vulnérabilité (cf. supra) en mettant l'accent sur la complémentarité des pays de la région. De son côté, l'Indonésie n'a jamais joué un rôle aussi crucial et reste, encore aujourd'hui, dépendante de l'exportation de matières premières. Dans les années qui ont suivi l'indépendance, alors que Jakarta cherchait à renforcer son économie nationale, la Cité-Etat devenait une place financière de renommée mondiale où prime l'intérêt des traders et des banquiers.⁵⁶

De plus, la rhétorique de la vulnérabilité singapourienne aidant, le souvenir de la Konfrontasi (1962-1966) est régulièrement repris, voire même instrumentalisé, alors que cet affrontement entre la Fédération de Malaysia (à

⁵⁶ HAMILTON-HART Natasha, *op. cit.*, p. 262.

laquelle appartenait Singapour jusqu'en 1965) et l'Indonésie de Sukarno n'a jamais visé la Cité-Etat en tant que telle.

A cela s'ajoute l'inévitable question ethnique, très semblable à celle qui se pose entre la Malaisie et la Cité-Etat. Ainsi, les rumeurs de mauvais traitements de quelques ouvriers indonésiens à Singapour sont susceptibles de réveiller les passions.

Litiges réglés et convergences

Au regard de l'Histoire, la relation qui unit Singapour à l'Indonésie est assez sinieuse. Il n'en reste pas moins que celle-ci a connu une sensible amélioration sous la présidence de Suharto et ce grâce aux excellents rapports personnels qu'il a noués avec Lee K. Y. après sa première visite officielle dans la Cité-Etat en 1973⁵⁷. La même année, un accord entre les deux Etats a permis la délimitation d'une partie de leur frontière maritime. Ce document a servi de base à un nouveau traité, conclu en 2009, relatif à la délimitation des frontières maritimes dans la partie occidentale du Détroit de Singapour⁵⁸. La partie orientale doit toujours être définie mais l'implication de Kuala Lumpur est requise.

D'autre part, les deux Etats sont fortement impliqués au sein de l'ASEAN et ont des intérêts communs certains au niveau sécuritaire : tous deux acceptent la présence de puissances étrangères dans la région (à des degrés divers, Singapour étant prêt à collaborer pleinement avec Washington dans le domaine de la piraterie maritime alors que Jakarta montre davantage de réticences) tout en se montrant soucieux d'intégrer la Chine dans un cadre régional. L'ouverture de l'économie indonésienne vers l'extérieur dans le courant des années 1980 est également un facteur de coopération non-négligeable. Pourtant, les contentieux demeurent vivaces et témoignent des efforts qu'il reste à accomplir en vue de parfaire l'intégration régionale.

Points d'opposition

Plusieurs dossiers enveniment les relations entre les deux Etats qui n'hésitent pas à jongler entre les thématiques pour arriver à leurs fins. Ainsi, l'un des thèmes les plus sensibles, à savoir l'extradition des « criminels en col blanc »

⁵⁷ Voyez notamment LEE Terence, *Explaining Indonesia's Relations with Singapore During the New Order Period: The Case of Regime Maintenance and Foreign Policy*, Singapour : Institute of Defence and Strategic Studies, IDSS Working Paper Series, n°10, 2001, 27 p.

⁵⁸ "Indonesia – Legislation and Treaties", *United Nations*, <http://www.un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/STATEFILES/IDN.htm>, consulté le 26 octobre 2012.

indonésiens vivant à Singapour⁵⁹, est lié à celui de la coopération militaire, chère à Singapour qui ne dispose que d'un territoire très restreint pour mener à bien ses entraînements. La ratification de ces deux traités distincts (l'Extradition Treaty et le Defence and Cooperation Agreement, réunis au sein d'un seul et même « package »), est toujours au point mort, l'opposition indonésienne craignant notamment l'installation d'une base militaire singapourienne sur son sol⁶⁰.

Pour faire pression sur la Cité-Etat, Jakarta a parfois recours à une denrée a priori incongrue : le sable, qui entre dans la composition du béton. Celui-ci est indispensable dans un pays tel que Singapour où la construction s'opère à une vitesse effrénée. Une manière de rappeler à son opulent voisin sa principale faiblesse, certes propre aux petites puissances mais davantage marquée pour la Cité-Etat : son manque de toute ressource naturelle et son extrême dépendance à l'égard des importations⁶¹. Un raisonnement similaire peut expliquer, du moins partiellement, la lenteur des autorités indonésiennes à ratifier le traité de l'ASEAN visant à lutter contre le « haze »⁶² qui a particulièrement affecté Singapour en septembre de cette année⁶³. De son côté, le gouvernement singapourien n'hésite pas à rendre la pareille dans un tout autre domaine : celui de l'aide financière.⁶⁴

4.3. Le triangle de croissance Indonésie-Malaisie-Singapour

L'Indonesia-Malaysia-Singapore Growth Triangle (IMS-GT), lancé en 1994 après plusieurs années de réflexion, est l'expression parfaite de la relation ambivalente qu'entretient la Cité-Etat avec ses deux voisins. A l'origine, l'expression de « triangle de croissance » renvoie à un modèle théorique qui doit néanmoins être porté par les autorités politiques des différents protagonistes avant que les acteurs privés ne prennent le relais. Comme le souligne l'East Asia Analytical Unit, cette dynamique vise à « linking adjacent areas of separate countries with different endowments of factors of production

⁵⁹ Pour les dernières évolutions en la matière : « Indonesia, Singapore agree to renegotiate extradition treaty », *Xinhua*, 13 mars 2012, http://news.xinhuanet.com/english/world/2012-03/13/e_131464939.htm, consulté le 23 octobre 2012.

⁶⁰ HAMILTON-HART Natasha, *op. cit.*, p. 258.

⁶¹ « Neighbor Leaves Singapore Short of Sand », *New-York Times*, 16 mars 2007, <http://www.nytimes.com/2007/03/16/world/asia/16singapore.html?pagewanted=all>, consulté le 23 octobre 2012.

⁶² Egalement appelé « brume sèche », il s'agit d'un nuage de particules résultant de feux allumés, pour la plupart, sur l'île de Sumatra. Pour plus d'informations : <http://www.nytimes.com/2012/06/24/world/asia/smoky-haze-over-malaysia-signals-a-regional-problem.html>

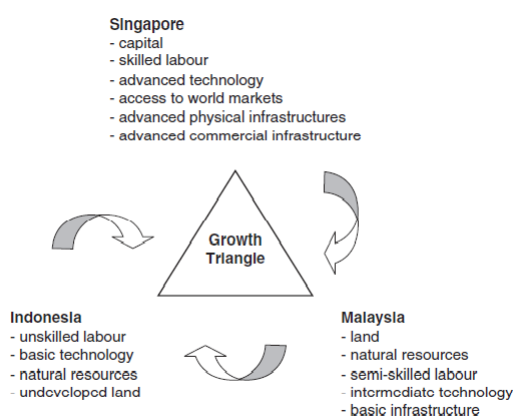
⁶³ « Singapore in year's worst pollution as Indonesia haze hits », *BBC News*, 7 septembre 2012, <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-19515000>, consulté le 23 octobre 2012.

⁶⁴ CHUA Beng Huat, « Singapore in 2006: An Irritating and Irritated ASEAN Neighbour », *Asian Survey*, 2007, vol. XLVII, no. 1, p.211.

(...) and different sources of comparative advantage, to form a subregion of economic growth.”⁶⁵

Théoriquement, comme le montre le schéma ci-dessous⁶⁶, Singapour se chargerait des capitaux, des travailleurs qualifiés et de l'accès aux marchés mondiaux tandis que ses deux partenaires fourniraient ressources naturelles, terrains et main d'œuvre semi- voire non-qualifiée.

The Triangle of Economic Complementarity



Source : Sparke et alii.

Le caractère « non-équilatéral » de ce triangle était néanmoins patent : si le nom du projet a été modifié à plusieurs reprises pour atténuer la prééminence de la Cité-Etat, celle-ci demeure dans les faits. Ainsi, les liens entre la région de Johor (Malaisie) et les îles Riau (Batam et Bintan, Indonésie) sont ainsi bien plus ténus qu'entre ces derniers et Singapour. En outre, comme le souligne Bunnell, les disparités de coûts entre ces trois pôles ont généré un « développement » inégal entre ceux-ci⁶⁷. Dès lors, si l'enthousiasme, était de mise lors du lancement du projet, ce dernier est rapidement retombé après la crise « asiatique » de 1997-1998. Singapour, qui jusqu'alors profitait d'un taux de chômage historiquement bas et d'un taux de croissance élevé, a cessé d'investir dès lors que ses performances économiques ont chuté⁶⁸.

La Malaisie, deuxième économie de l'ASEAN, en a alors profité pour lancer l'initiative Vision 2020 qui a porté ses fruits dès 2003. Avec pour objectif

⁶⁵ *Growth Triangles in Southeast Asia*, Canberra : East Asia Analytical Unit, 2009, p. 1.

⁶⁶ SPARKE Matthew et alii, "Triangulating the borderless world: geographies of power in the Indonesia–Malaysia–Singapore Growth Triangle", *Transactions of the Institute of British Geographers*, 2004, vol. XXIX, n°4, p. 490.

⁶⁷ BUNNELL Ben et alii, *op. cit.*, p. 467.

⁶⁸ Pour les chiffres exacts, voyez BUNNELL Ben, *op. cit.*, p.468.

ouvertement avoué de concurrencer la Cité-Etat⁶⁹... A l'horizon 2025, Kuala Lumpur envisage également de construire une gigantesque métropole destinée à drainer les capitaux étrangers. Baptisée Iskandar, celle-ci mesurerait près de trois fois la taille de sa rivale, poussant ainsi le *New-York Times* à titrer : « A Twin, and Rival, to Singapore Rises in Malaysia »⁷⁰. Celle-ci a néanmoins besoin d'un accès facile à la mer, ce que l'expansion territoriale de Singapour, notamment sur l'île Pulau Tekong (cf. supra), compliquerait sensiblement.

Les rivalités géopolitiques constituent ainsi l'une des principales pierres d'achoppement au sein de ce triangle de croissance loin d'être « sans frontière », contrairement à ce que seraient tentés de croire les économistes⁷¹.

5. Enjeux mondiaux

Comme le souligne Lam Peng Er, la logique adoptée par les dirigeants singapouriens consiste, dans leur conduite sur la scène internationale, à ne délaissier aucune puissance extérieure tout en ne se liant pas de manière trop contraignante à l'une d'entre elles, le but étant de garder leur autonomie⁷². L'équilibre des forces est ainsi perçu comme un des moyens destiné à préserver sa liberté d'action tout en garantissant sa sécurité, ce qu'a résumé l'ancien ministre des affaires étrangères S. Rajaratnam par le biais d'une allégorie astrophysique : «Where there is a multiplicity of suns, the gravitational pull of each is not only weakened but also by a judicious use of the pulls and counterpulls of gravitational forces, the minor planets have a greater freedom of navigation.»⁷³

Néanmoins, comme l'écrivait déjà Robert L. Rothstein, cet équilibre des forces requiert un équilibre à tout le moins relatif au niveau systémique. Or, étant donné que «the power configuration, historically, has as often been in relative disequilibrium as it has been in equilibrium»⁷⁴, les petites puissances, soucieuses de préserver le statu quo, recourent généralement aux alliances. Cette section vise dès lors à mettre en évidence cette double dynamique : si Singapour varie effectivement ses partenariats stratégiques, en particulier avec

⁶⁹ JUNGERS Jonathan, *op. cit.*, p. 20.

⁷⁰ «A Twin, and Rival, to Singapore Rises in Malaysia», *New York Times*, 29 juin 2010, http://www.nytimes.com/2010/06/30/business/global/30rdbseamal.html?_r=0, consulté le 18 octobre 2012.

⁷¹ SPARKE Matthew et alii, *op. cit.*, p.496.

⁷² LAM Peng Er, «Singapore's Security Outlook: The Immutability of History, Geography and Demography?», *NIDS Joint Research Series*, 2010, n°5, p. 55.

⁷³ BREWSTER David, «India's security partnership with Singapore», *The Pacific Review*, 2009, vol. XXII, n°5, p. 611.

⁷⁴ ROTHSTEIN Robert L., *op. cit.*, p.36.

l'Inde, elle n'en reste pas moins très liée à celle qui, en ce début de XXI^e siècle, reste la puissance hégémonique.

5.1 Etats-Unis

Une relation économique-commerciale non-négligeable

Onzième partenaire économique des Etats-Unis, Singapour multiplie les accords commerciaux avec Washington depuis plus de vingt ans. En effet, la conclusion d'un accord-cadre de commerce et d'investissement en 1991 (Trade and Investment Framework Agreement-TIFA) fut le premier pas vers l'accord de libre-échange qui lie Américains et Singapouriens depuis le 1^{er} janvier 2004. Selon les chiffres officiels du Congrès, celui-ci a permis d'augmenter les exportations américaines à destination de la Cité-Etat de 73%⁷⁵.

En termes d'investissements, Singapour est la destination la plus prisée des IDE américains en Asie, juste après le Japon. Washington est ainsi le deuxième investisseur dans la Cité-Etat, derrière l' (ensemble des pays de l') Union Européenne. Et la version en ligne du magazine "Economy Watch" de rappeler : "The sectors of the Singapore economy that received the major share of the FDI from the United States of America are the industrial machinery sector and the electronics sector."⁷⁶

Provenance des IDE à Singapour (2010)⁷⁷

(Union Européenne)	(169 029 millions DSG)
Etats-Unis	65 432 millions DSG
Pays-Bas	60 906 millions DSG
Japon	53 938 millions DSG
Royaume-Uni	50 042 millions DSG

Les Etats-Unis et Singapour, en plus de participer aux négociations du Trans-Pacific Partnership (TPP), d'être membre de l'APEC et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), multiplient les memoranda d'entente dans

⁷⁵ CHANLETT Amery, *Singapore: Background and U.S. Relations*, Washington : Congressional Research Service, 2011, p. 4.

⁷⁶ "US Economic Relations with Singapore", *Economic Watch*, 30 juin 2010, <http://www.economywatch.com/international-economic-relations/us-economic-relations-with-singapore.html>, consulté le 17 octobre 2012.

⁷⁷ "Foreign Direct Investment in Singapore by country/region 2001-2010", *Department of Statistics (Singapore)*, <http://www.singstat.gov.sg/stats/themes/economy/biz/foreigninvestment.pdf>, consulté le 17 octobre 2012.

une série de domaines divers et variés. Les derniers en date remontent à février 2012 et concernent d'une part l'aide au développement aux pays du delta du Mékong (de la lutte contre les maladies infectieuses aux programmes éducatifs)⁷⁸ et d'autre part les échanges éducatifs entre les deux pays⁷⁹.

Une relation stratégique en perpétuelle évolution

Dès les premières années de son indépendance, la Cité-Etat a soutenu les efforts américains durant la Guerre du Viêt-Nam en vue de contenir la propagation du communisme en Asie, adoptant ainsi une posture d'équilibre des forces. Victoire des Viêt-Cong en 1975 et invasion du Cambodge en 1978 aidant, les bases d'une relation sécuritaire privilégiée entre les deux pays furent jetées dans les années 1980 malgré quelques frictions en matière de droits de l'homme, d'échange de technologie militaire ou encore de commerce⁸⁰.

Avec la fin de la Guerre froide et la fermeture annoncée de la base US de Subic Bay aux Philippines en 1989 (effective en novembre 1992), le gouvernement singapourien craignit un power vacuum en Asie du Sud-Est, « which would lead to competition and conflict among regional powers »⁸¹. Il s'agit là d'une attitude typique d'une petite puissance telle que Singapour dont la prospérité dépend largement de la sûreté des voies maritimes. Ainsi, aux yeux des dirigeants singapouriens, Washington était la seule puissance en mesure, à l'époque, d'assurer ce statu quo régional.

Depuis lors, la collaboration entre les deux Etats s'est considérablement intensifiée. Dès 1990, un mémorandum d'entente permit aux forces armées américaines d'utiliser diverses installations militaires de l'île (dont l'ancienne base navale britannique de Sembawang) à des fins de ravitaillement. C'est également en 1990 qu'eut lieu le premier exercice conjoint Commando Sling, sur la base de Paya Lebar, destiné à parfaire la formation des pilotes⁸². De même, dès 1998, des aménagements sont effectués dans le port de Changi en vue d'accueillir un porte-avions.

⁷⁸ “Remarks with Singaporean Foreign Minister and Minister for Law K. Shanmugam”, *US Department of State*, <http://www.state.gov/secretary/rm/2012/02/183032.htm>, consulté le 17 octobre 2012.

⁷⁹ “Singapore, US sign MOU to enhance collaboration in education”, *Channelnewsasia*, 8 février 2012, <http://www.channelnewsasia.com/stories/singaporelocalnews/view/1181599/1/html>, consulté le 17 octobre 2012.

⁸⁰ The Strategist - Singapore and the US: not quite allies, *International Institute for Strategic Studies*, 30 juillet 2012, <http://www.iiss.org/whats-new/iiss-experts-commentary/singapore-and-the-us-not-quite-allies/?locale=en>, consulté le 17 octobre 2012.

⁸¹ KUIK Cheng-Chwe, p. 177.

⁸² “Commando Sling Pairs 35 FW with Singapore Airmen”, *United States Pacific Command*, 23 avril 2012, <http://www.pacom.mil/media/news/2012/04/23-Commando-sling-pairs-35FW-with-singapore-airmen.shtml>, consulté le 18 octobre 2012.

En 2005, cette autorisation d'utilisation des installations militaires mentionnée dans ce mémorandum fut prolongée lors de la conclusion du Strategic Framework Agreement entre les deux pays. En outre, les dispositions de cet accord, toujours partiellement secrètes, prévoient un renforcement de la lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive (ADM), la multiplication d'exercices communs et le partage de technologie dans le domaine de la défense⁸³. Conclu sous la présidence de George W. Bush après deux ans de négociations, ce document a permis de formaliser les relations entre ces deux Etats qui, d'un point de vue juridique, ne sont pas alliés. Cette collaboration semble s'être intensifiée alors que Washington affiche clairement sa volonté de renouer avec la zone Asie-Pacifique. Ainsi, en janvier 2012 s'est tenu le premier United States-Singapore Strategic Partners Dialogue visant à poursuivre et à approfondir les liens entre les deux pays dans toute une série de domaines, de l'éducation (cf. supra) à la défense en passant par le commerce et les matières environnementales⁸⁴. Enfin, en juin dernier, suite aux discussions entre Leon Panetta et son homologue singapourien Ng En Hen à l'occasion du sommet de Shangri-La, il fut annoncé que le port de Changi, en plus de pouvoir accueillir un porte-avions depuis 1998, pourrait également être en mesure d'accueillir quatre (et non plus deux) Littoral Combat Ships.⁸⁵

Comme nous l'avons vu, le soutien de la Cité-Etat à Washington est indéniable bien que symbolique : en plus d'être présentes en Afghanistan et de participer à la lutte contre la piraterie dans le Golfe d'Aden, les forces armées singapouriennes également ont activement soutenu l'intervention américaine en Irak en 2003 et ont contribué à la reconstruction du pays⁸⁶. De manière plus symbolique, elles ont apporté leur soutien au peuple américain en 2005, après le passage de Katrina au large de la Nouvelle-Orléans, jouant ainsi le rôle de « bon citoyen international » qu'affectionnent particulièrement les petites puissances. En outre, la récente participation des Etats-Unis à la plupart des institutions régionales (2010 pour l'ADMM-Plus⁸⁷ et 2011 pour l'EAS)⁸⁸ a finalement été acceptée par Singapour, soucieuse, à l'instar de ses voisins d'Asie

⁸³ CHANLETT Amery, *op. cit.*, p.5.

⁸⁴ "Joint Statement of the United States-Singapore Strategic Partners Dialogue", *US Department of State*, 18 janvier 2012, <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2012/01/181488.htm>, consulté le 18 octobre 2012.

⁸⁵ "Agreement Calls for 4 U.S. Littoral Combat Ships to Rotate Through Singapore", *Defense News*, 2 juin 2012, <http://www.defensenews.com/article/20120602/DEFREG03/306020001/Agreement-Calls-4-U-S-Littoral-Combat-Ships-Rotate-Through-Singapore>, consulté le 17 octobre 2012.

⁸⁶ HONG Mark, *The Implications of the US-Iraq War*, Singapour : S. Rajaratnam School of International Studies, "IDSS Commentaries", 2003, p. 2.

⁸⁷ Voyez notamment <http://blogs.lse.ac.uk/ideas/2011/04/china-the-us-and-admm-plus-towards-confidence-building-in-southeast-asia/>

⁸⁸ A l'exception de l'ASEAN+3.

du Sud-Est, de maintenir un équilibre au sein-même de ces différents forums entre une Chine à l'influence grandissante et Washington.⁸⁹

Toutefois, il importe de relativiser cet engagement: en 2003, Singapour a refusé de devenir, à l'instar des Philippines ou de la Thaïlande, un allié non-OTAN des Etats-Unis. En effet, un tel arrimage à Washington aurait mis à mal la rhétorique d'équilibre des forces prônée par ce micro-Etat. De plus, comme le rappelle C.-C. Kuik, cette relation bilatérale forte ne doit pas être exclusivement liée à la l'émergence de la Chine. La question de la lutte contre le terrorisme est également centrale pour la Cité-Etat qui entend garantir la sécurité des voies maritimes régionales dont dépend grandement son économie. Dès lors, après les attentats du 11 septembre 2001, les autorités singapouriennes ont été en première ligne de ce combat qu'elles mènent de front et en collaboration avec les Etats-Unis malgré les réticences de ses voisins à la population majoritairement musulmane. Dans ce cadre, "Singapore (...) welcomed the US Pacific Command's Regional Maritime Security Initiative (RMSI), which was floated in March 2004 as a plan to deal with transnational maritime threats in the Asia-Pacific, although the plan met with reservations from Malaysia and Indonesia."⁹⁰ Enfin, le pays participe à diverses initiatives visant à lutter contre le trafic d'armes de destruction massive (Proliferation Security Initiative) ou encore à renforcer le contrôle aux douanes des containers suspects (Container Security Initiative).

5.2 République Populaire de Chine

A l'heure où la montée en puissance de la République Populaire de Chine (RPC) amène son lot de questions et d'inquiétudes, Singapour mène à son égard une politique qualifiée par certains chercheurs de hedging. Celle-ci consiste à jongler entre les deux attitudes classiques reconnues aux petites puissances par les penseurs réalistes : le balancing, qui implique la conclusion d'alliances avec d'autres Etats pour contrer une puissance plus grande, ou le bandwagoning, alignement d'un Etat avec cette même puissance dans l'espoir d'une récompense⁹¹.

Dans son article, C.-C. Kuik explore le spectre qui s'étend entre ces deux positions radicales et montre dans quelle mesure chacune de ces logiques est

⁸⁹ SAHASHI Ryo, *The Rise of China and the Changing Regional Security Architecture*, Tokyo : Japan Center for International Exchange, "US-Japan Papers", 2011, p. 13.

⁹⁰ TAN Andrew T. H., *Cooperation with United States-Japan-Australia in the Fight Against Terrorism: A Singaporean Perspective*, p.131. in FORBES Andrew et alii, *Australian Maritime Issues 2007*, Canberra: Sea Power Centre – Australia, "Papers in Australian Maritime Affairs", n°21, 2007, 286 p.

⁹¹ KUIK Cheng-Chwe, *op. cit.*, p. 160.

présente dans le chef des Etats d'Asie du Sud-Est. Nous reprendrons brièvement les éléments cités dans son analyse en les étoffant quelque peu.

Une coopération économique et culturelle forte...

Malgré l'absence de relations diplomatiques formelles, des contacts économiques ont toujours eu lieu entre la RPC et Singapour depuis l'indépendance de cette dernière en 1965. Ce n'est néanmoins qu'avec la politique d'ouverture initiée par Deng Xiaoping en 1978 que les relations économiques et commerciales entre ces deux pays vont s'intensifier, la Cité-Etat faisant face, dans le courant des années 1980, à une récession économique jusqu'alors sans précédent.

Malgré cette complémentarité économique indéniable, les contacts se sont longtemps limités à la seule sphère commerciale. En effet, Singapour, micro-Etat à la population majoritairement chinoise, ne souhaitait pas se présenter comme un « avant-poste de la Chine »⁹² dans la région en nouant des relations diplomatiques avec Pékin avant ses partenaires de l'ASEAN, majoritairement non-chinois. Ce n'est qu'en octobre 1990 que les deux Etats établissent des relations diplomatiques formelles, après la reconnaissance de la RPC par Jakarta.

Le parc industriel de Suzhou, lancé en 1994, est le symbole de cette collaboration faite d'échange d'expérience et de savoir-faire entre les deux pays, le gouvernement singapourien ayant supervisé lui-même l'ensemble du projet. Celui-ci s'est néanmoins désengagé en 2001, manque d'efficacité⁹³.

Cet échec n'a toutefois pas découragé les investisseurs privés. Singapour est ainsi devenue le troisième Etat à investir en Chine, comme le montre le tableau suivant :

Provenance des IDE en Chine (janvier-août 2012)⁹⁴

Hong-Kong	46,746 Md\$ US
Japon	5,081 Md\$ US

⁹² Idem, p. 179.

⁹³ Pour plus de détails, voyez PEREIRA, *Transnational state entrepreneurship? Assessing Singapore's Suzhou Industrial Park project (1994–2004)*, *Asia Pacific Viewpoint*, 2007, vol. XLVIII, n°3, pp. 287-298.

⁹⁴ « Statistiques sur les IDE en Chine de janvier à août 2012 », *Ministère du Commerce de la République populaire de Chine*, 27 septembre 2012, <http://french.mofcom.gov.cn/aarticle/statistique/geography/201209/20120908361407.html>, consulté le 16 octobre 2012.

Singapour	4,979 Md\$ US
Taiwan	4,426 Md\$ US
Etats-Unis	2,116 Md\$ US

Ces investissements se traduisent notamment par l'implantation de plusieurs entreprises "in south China's Guangdong province and east China's Jiangsu, Shanghai and Shandong in such realms as the telecommunications, computers and other electronic equipment manufacturing industry."⁹⁵ Autre avancée majeure : la mise sur pied, en mai 2004, du Joint Council for Bilateral Cooperation (JCBC), au sein duquel sont conduites toutes les négociations de coopération bilatérale, de l'économique à la coopération scientifique par exemple⁹⁶. L'accord de libre-échange, conclu en 2008 après deux ans de négociations, est également un pas supplémentaire vers le bandwagoning, bien que plus limité que le CECA Treaty conclu avec l'Inde⁹⁷.

Enfin, à titre plus anecdotique, les relations touristiques entre les deux Etats sont particulièrement intenses, les Chinois étant les principaux visiteurs de la Cité-Etat en 2012⁹⁸.

... Empreinte de méfiance dans les matières politico-stratégiques

Si la relation économique-commerciale entre les deux Etats présente certaines caractéristiques du bandwagoning, cela est loin d'être le cas dans les matières stratégiques. Certes, les initiatives bilatérales se multiplient. Ainsi, en septembre dernier s'est tenu le quatrième Defense Policy Dialogue, qui faisait suite à la visite en Chine, trois mois plus tôt, de Ng Eng Hen, ministre de la Défense singapourien⁹⁹. De plus, pour la seule année 2010, A. Besson dénombrait quatre visites d'autorités et un exercice militaire conjoint¹⁰⁰ visant à renforcer la coopération dans la lutte contre le terrorisme¹⁰¹. Il n'en reste pas moins que si ces initiatives sont largement répercutées dans la presse, elles sont loin d'être

⁹⁵ "China, Singapore have broad vista for economic, trade cooperation", *People's Daily Online*, 23 juillet 2010, <http://english.people.com.cn/90001/90780/91421/7078614.html>, consulté le 16 octobre 2012.

⁹⁶ "The Eighth Meeting of China-Singapore Joint Council for Bilateral Cooperation Is Held in Singapore", *Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China*, 27 juillet 2011, <http://www.fmprc.gov.cn/eng/wjz/zjg/yzs/gjlb/2777/2779/t843817.htm>, consulté le 16 octobre 2012.

⁹⁷ Ce dernier, nous le verrons ultérieurement, concerne non seulement le commerce de marchandises mais inclut également toute une série de mesures relatives aux services, aux investissements et aux impôts.

⁹⁸ *Department of Statistics (Singapore)*, <http://www.singstat.gov.sg/stats/themes/economy/ess/essa111.pdf>, consulté le 16 octobre 2012.

⁹⁹ "Singapore and China reaffirm bilateral, military ties", *Channelasia.com*, 18 juin 2012,

<http://www.channelnewsasia.com/stories/singaporelocalnews/view/1208399/1/html>, consulté le 16 octobre 2012.

¹⁰⁰ BESSON Alexandre, *op. cit.*, p. 19.

¹⁰¹ "China, Singapore conduct joint counter-terrorism training exercise", *China.org*, 19 novembre 2010, http://www.china.org.cn/world/2010-11/19/content_21383477.htm, consulté le 17 octobre 2012.

« extraordinaires » : sur le même laps de temps, Singapour menait quatre exercices avec l'Indonésie, trois avec les Etats-Unis et deux avec l'Inde et l'Australie.

La question taïwanaise est à cet égard très intéressante et emblématique de l'habileté diplomatique du gouvernement singapourien. Partenaire privilégié de Taïwan dans le domaine militaire, la Cité-Etat est parvenue, du moins jusqu'à présent, à consolider sa relation avec Pékin tout en maintenant des liens forts avec Taipei¹⁰². Parmi les derniers exemples en date, le lancement, en 2011, de négociations au sein de l'OMC entre Singapour et Taïwan en vue de la mise sur pied d'une zone de libre-échange (celles-ci sont toujours en cours)¹⁰³.

Une certaine appréhension vis-à-vis de Pékin peut déjà être relevée dans les écrits de Lee Kuan Yew, et celle-ci demeure présente dans le chef des dirigeants singapouriens. Comme souligné précédemment, la montée en puissance chinoise et ses répercussions sont la première menace identifiée par le Ministère de la Défense singapourien. Ainsi, il est nécessaire pour la Cité-Etat de faire participer la Chine à l'ordre régional par le biais d'institutions et de forums multiples, au premier rang desquels nous retrouvons l'ASEAN+3, l'ADMM-Plus, l'East Asian Summit (EAS) et le Shangri-La Dialogue¹⁰⁴. Dans l'esprit des dirigeants singapouriens, seules ces initiatives sont susceptibles de désamorcer les tensions autour de l'archipel des Spratly et de Taïwan. Sans quoi, le commerce maritime serait perturbé par une éventuelle escalade militaire et l'économie de la Cité-Etat mise en danger, tout comme son système politique¹⁰⁵.

Ce genre d'attitudes est, d'après la définition d'Asle Toje, typique des petites puissances. Singapour, attachée à un statu quo régional synonyme de stabilité, est consciente qu'elle ne peut résoudre seule les éventuels troubles que pourrait générer la montée en régime de Pékin. Dès lors, elle recourt aux diverses institutions et organisations régionales dans l'espoir de désamorcer les conflits potentiels. Ce qui, au passage, lui permet de mettre en avant une image de « bon citoyen international ». Le tout en veillant à conserver une présence américaine accrue depuis la fin de la Guerre froide au cas où la voie

¹⁰² CHANLETT Amery, *op. cit.*, p. 3.

¹⁰³ « Taiwan, Singapore begin free trade agreement discussions », *The China Post*, 23 mai 2011, <http://www.chinapost.com.tw/taiwan/national/national-news/2011/05/23/303403/Taiwan-Singapore.htm>, consulté le 17 octobre 2012.

¹⁰⁴ Mises sur pied à l'initiative de l'*International Institute of Strategic Studies* en 2002, les réunions se tiennent chaque année à Singapour et visent à renforcer la confiance entre les acteurs de la zone Asie-Pacifique. Pour plus d'informations, voyez ce bref article présentant les différents enjeux abordés à l'occasion du dixième dialogue : <http://www.eastasiaforum.org/2011/06/24/the-tenth-shangri-la-dialogue/>

¹⁰⁵ KUIK Cheng-Chwe, *op. cit.*, p. 177.

diplomatique échouerait... D'autres partenariats stratégiques sont néanmoins à l'œuvre.

5.3 Inde : un partenaire historique

Héritage géopolitique de la colonisation et « Look East Policy » (1992)

Loin d'être un partenaire « comme les autres », l'Inde est en quelque sorte la continuatrice de la Grande-Bretagne qui administrait la zone s'étendant d'Ormuz à Malacca par le biais de la célèbre Compagnie des Indes Orientales. Malgré la dissolution de celle-ci en 1858 et le changement de statut qui s'ensuivit, l'Inde, administrée par le Raj (vice-Roi nommé par la couronne), était toujours considérée comme la protectrice de Singapour.

Au moment de l'accession à l'indépendance en 1947, Nehru délaisse cette sphère d'influence classique sous prétexte qu'elle est assujettie aux Etats-Unis¹⁰⁶. Pourtant, loin de fuir cette protection d'un pays avec lequel elle n'a jamais eu le moindre différent, Singapour, qui comprend en outre une minorité indienne non-négligeable, n'a de cesse de relancer New Dehli en lui proposant de nouer toute une série d'accords de défense... En vain. Dépourvue d'armement moderne au moment de son indépendance, la Cité-Etat craint pour sa survie et se tourne vers les Etats-Unis et la zone Asie-Pacifique alors que les Britanniques annoncent leur retrait d'Extrême-Orient en 1967. De son côté, l'Inde se concentre sur les lignes maritimes occidentales et formalise sa relation avec l'URSS en 1971.

L'effondrement du bloc soviétique a des répercussions considérables dans la politique étrangère de l'Inde à l'égard de Singapour et de l'Asie du Sud-Est en général. La Look East Policy (1992) marque ainsi le retour de New Dehli dans une zone qu'elle a jadis marquée de son sceau et dont les pays partagent avec elle une « destinée commune »¹⁰⁷. Comportant un volet économique mais également un pan stratégique, elle fut bien accueillie par la Cité-Etat qui craignait qu'une rivalité entre les grandes puissances régionales, Chine et Japon en tête, ne vienne déstabiliser la région. Le retour de son allié historique fut

¹⁰⁶ BREWSTER David, *op. cit.*, p. 599.

¹⁰⁷ SAINT-MEZARD Isabelle, « Le « regard vers l'Est » de l'Inde : un subtil retour en Asie », p.92 in JAFFRELOT Christophe, *New Delhi et le monde : Une puissance émergente entre Realpolitik et Soft Power*, Paris : Editions Autrement, 2008, 156 p.

donc perçu comme un élément stabilisateur d'autant que les armées malaisienne et indonésienne entamaient leur modernisation¹⁰⁸.

Rapprochement économique

La logique d'équilibre des forces prônée par Singapour se traduit également au niveau économique. "As Singapore Prime Minister Goh Chok Tong explained in 2004: 'We see Singapore as being lifted by two economies. I visualize ASEAN as a fuselage of a jumbo plane with China as one wing, and India the other wing. If both wings take off, ASEAN as the fuselage will also be lifted. Singapore is part of this fuselage.'"¹⁰⁹ Dans cette logique, Singapour est devenue le deuxième fournisseur d'investissements directs en Inde dans la période s'étalant d'avril 2000 à mars 2012 comme le montre le tableau ci-dessous¹¹⁰.

**STATEMENT ON COUNTRY-WISE FDI INFLOWS
FROM APRIL, 2000 TO MARCH, 2012**

S. No	Country	Amount of Foreign Direct Investment Inflows		%age with total FDI Inflows (+)
		(In Rs crore)	(In US\$ million)	
1	MAURITIUS	289,470.99	64,168.95	37.68
2	SINGAPORE	77,587.82	17,152.51	10.07
3	UNITED KINGDOM	74,661.24	15,896.06	9.33
4	JAPAN	57,851.03	12,313.08	7.23
5	U.S.A	47,889.21	10,563.87	6.20
6	NETHERLANDS	32,324.68	7,109.32	4.17
7	CYPRUS	29,670.32	6,399.73	3.76
8	GERMANY	20,827.86	4,620.68	2.71
9	FRANCE	13,377.53	2,926.81	1.72
10	UAE	10,320.41	2,242.62	1.32

Autre avancée majeure, le Comprehensive Economic Cooperation Agreement (CECA) Treaty, conclu en 2005 et élargi en 2008. Cet accord ne se limite pas aux simples marchandises mais inclut, outre les services chers aux deux parties, diverses dispositions en matière fiscale destinées à éviter la double taxation¹¹¹. Comme le souligne Brewster, ces mesures ont bien plus d'ampleur que les accords du libre-échange conclus entre la Chine et Singapour ou entre l'Inde et l'ensemble des pays de l'ASEAN¹¹².

Néanmoins, l'existence de tels accords ne doit pas occulter une autre réalité : l'Inde est loin d'être un partenaire commercial aussi important pour la Cité-

¹⁰⁸ MAJ Ooi Tjin-Kai, "Interpreting Recent Military Modernizations in Southeast Asia: Cause for Alarm or Business as Usual?", *POINTER, Journal of the Singapore Armed Forces*, vol. XXXVIII, n°1, p.24.

¹⁰⁹ BREWSTER David, *op. cit.*, p. 604.

¹¹⁰ "Fact sheet on Foreign Direct Investment (2000) From April 2000 to March 2012, *Department of Statistics (India)*, mars 2012, http://dipp.nic.in/English/Publications/FDI_Statistics/2012/india_FDI_March2012.pdf, consulté le 25 octobre 2012.

¹¹¹ GARG Rahul, *India-Singapore CECA. An Evaluation*, New Delhi: Center for Civil Society, "Working Papers", n°134, 2009, p. 35.

¹¹² BREWSTER David, *op. cit.*, p. 605

Etat que la Chine ou même les Etats-Unis. Il n'en reste pas moins que les efforts de Singapour visant à faire de l'Inde un partenaire économique aussi développé que la Chine se traduisent au niveau de l'ASEAN. Le gouvernement singapourien entend ainsi faire de New Dehli un interlocuteur privilégié de l'organisation.¹¹³

Enfin, la Cité-Etat entend également contribuer à la formation de la main d'œuvre indienne, comme en témoigne la visite de Lee Hsien Loong et de son ministre de l'éducation en juillet dernier¹¹⁴.

Coopération en matière de défense

Bilveer Singh distingue deux phases dans l'élaboration de ce partenariat privilégié, le seul de ce type qu'ait conclu l'Inde avec un Etat du Sud-Est asiatique. La première débute en 1993, dans la foulée de la Look East Policy, et prévoit la mise sur pied de manœuvres navales communes. Baptisée Lion King, cette initiative sera rebaptisée Simbex en 1999. De même, dès 1995, Singapour participe à l'exercice périodique MILAN qui a pour but d'assurer la sécurité du transport maritime¹¹⁵.

La deuxième étape a débuté en octobre 2003 quand « Teo Chee Hean and George Fernandes signed a Defence Cooperation Agreement (DCA), establishing the exchange of intelligence and of a Defence Policy Dialogue (DPD) »¹¹⁶. Ainsi, ces nouveaux accords prévoyaient, outre un approfondissement de la coopération navale, un entraînement conjoint des armées de terre et de l'air et une coopération entre les services de renseignement. Un pas supplémentaire a été franchi en 2007 lorsque le gouvernement indien a mis à disposition des pilotes de F-16 singapouriens la base de Kalaikunda au Bengale¹¹⁷. Destinée à assurer la formation de ces hommes, elle s'ajoute aux installations déjà prévues pour assurer l'entraînement des autres troupes de la Cité-Etat, cette dernière étant, nous l'avons vu précédemment, de facto limitée de par sa configuration géographique qui la

¹¹³ «Singapore PM asks India to join ASEAN's Regional Economic Partnership», *The Times of India*, 12 juillet 2012, http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2012-07-12/india/32647922_1_ceca-india-asean-singapore-companies, consulté le 25 octobre 2012.

¹¹⁴ «Singapore PM to push for bigger Indian role in Asean», *The Times of India*, 10 juillet 2012, http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2012-07-10/india/32617111_1_asean-india-india-singapore-india-asean, consulté le 25 octobre 2012.

¹¹⁵ Pour plus d'informations sur le dernier exercice : «Navy to host 14-nation 'Milan' exercise from Feb 1», *The Times of India*, 31 janvier 2012, http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2012-01-31/india/31008894_1_indian-navy-routes-and-energy-lifelines-maritime-terrorism, consulté le 25 octobre 2012.

¹¹⁶ SING Belveer, *op. cit.*, p. 29.

¹¹⁷ «Deal inked, Singapore to use Bengal airbase for F-16 training», *The Indian Express*, 10 octobre 2007, <http://www.indianexpress.com/news/deal-inked-singapore-to-use-bengal-airbase-for-f16-training/226686/>, consulté le 25 octobre 2012.

contraint au rang de petite puissance. Paradoxalement, ces accords seraient susceptibles d'assainir encore davantage les relations avec Pékin car ils règleraient l'épineuse question de Taïwan, allié de longue date de Singapour qui y dispose d'installations militaires depuis 1975¹¹⁸.

Si la volonté de contrebalancer la Chine par le jeu de l'équilibre des forces est présente dans le chef des dirigeants singapouriens, il est cependant impératif de nuancer. Comme le précise Brewster : "Singapore's encouragement of India's strategic engagement in the region is intended to create a positive balance and not to encourage rivalry between India and China."¹¹⁹ En effet, nourrir les rivalités entre ces deux grands ne servirait pas les intérêts d'une petite puissance soucieuse de garantir la libre circulation des marchandises par voie maritime. Il s'agit davantage d'éviter, à terme, une influence exclusivement chinoise dans la région. De plus, au-delà de ces considérations réalistes, il importe de ne pas négliger l'héritage de l'Histoire, en particulier celui de la colonisation.

5.4 Australie

Malgré quelques tensions d'ordre politico-culturel liées à la nature « non-démocratique » de la Cité-Etat, la relation entre Singapour et Canberra est importante, en particulier pour les ambitions que nourrit l'Australie dans le cadre de sa politique régionale. A cet égard, il convient de rappeler le rôle déterminant qu'ont joué la colonisation britannique et le Commonwealth dont les deux Etats ont été simultanément membres jusqu'en 1965.

Fervents partisans du libre-échange, les deux Etats entretiennent des liens économiques forts. Comme le montre le graphe ci-dessous, la Cité-Etat est la 4e source d'importations pour l'Australie (pétrole raffiné), juste derrière le Japon, et, selon les chiffres de 2011, son 9e partenaire économique.¹²⁰ L'entrée en vigueur en juillet 2003 du Singapore Australia Free Trade Agreement (SAFTA) a ainsi permis de renforcer les liens entre ces deux pays¹²¹ membres de l'East Asian Summit depuis sa création en 2005.

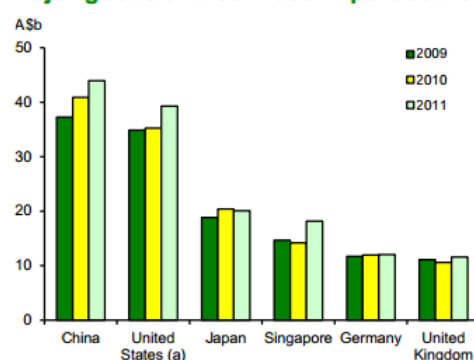
¹¹⁸ "Singapore's tightrope walk on Taiwan", *ABS-CBN News*, 19 août 2010, <http://www.abs-cbnnews.com/insights/08/18/10/singapores-tightrope-walk-taiwan>, consulté le 26 octobre 2012.

¹¹⁹ BREWSTER David, *op. cit.*, p. 611.

¹²⁰ *Composition of Trade Australia: 2011*, Canberra: Department of Foreign Affairs and Trade, 2012, p. 5. Disponible sur: <http://www.dfat.gov.au/publications/stats-pubs/cot-cy-2011.pdf>

¹²¹ MCDOUGALL Derek, "Australia and Commonwealth Southeast Asia", *The Round Table*, 2006, vol. XCV, n°387, p. 723.

Major goods and services import sources



Based on ABS trade data on the DFAT STARS database and ABS catalogue 5368.0.55.003.

(a) Includes US confidential aircraft imports from Sep 2008 onwards from unpublished ABS data.

Cette relation est également très forte dans le domaine touristique : près d'un million d'Australiens se sont ainsi rendus à Singapour en 2011¹²². En matière d'éducation, le poids du Commonwealth se fait toujours sentir, les échanges entre les deux pays étant particulièrement intenses, dans le supérieur mais également dans le secondaire¹²³.

Enfin, dernier héritage du passé britannique : la question sécuritaire. Parallèlement aux dispositions prévues par les FDPA, Singapour est également intervenue aux côtés de la Malaisie et de l'Australie au Timor Oriental à partir de la mi-2006¹²⁴. En outre, les forces aériennes singapouriennes ont également accès à la base d'Oakey, dans le Queensland, à des fins d'entraînement¹²⁵ tandis que la Singapore-Australia Joint Ministerial Conference, organisée depuis octobre 1996, permet aux ministres des deux Etats de discuter, en plus des questions d'ordre commercial et culturel, de sujets liés à la sécurité et à la défense¹²⁶. Enfin, plus anecdotique mais tout aussi significatif, la Cité-Etat est venue en aide aux habitants des régions ravagées par les inondations de janvier 2011, démontrant également sa volonté d'agir en « bon citoyen international », attitude qu'Asle Toje considère comme typique d'une petite puissance.

¹²² Visitor Arrivals by Country of Residence, *Department of Statistics (Singapore)*, <http://www.singstat.gov.sg/stats/themes/economy/ess/essa111.pdf>, consulté le 29 octobre 2012.

¹²³ MCDUGALL Derek, *op. cit.*, p. 724.

¹²⁴ *Idem*, p. 722.

¹²⁵ "Australia extends Singapore air force's access to training facilities", *ChannelAsianews*, 23 avril 2012, <http://www.channelnewsasia.com/stories/singaporelocalnews/view/1197008/1/html>, consulté le 29 octobre 2012.

¹²⁶ "Singapore country brief", *Department of Foreign Affairs and Trade*, octobre 2012, http://www.dfat.gov.au/geo/singapore/singapore_country_brief.html, consulté le 29 octobre 2012.

5.5 Les Five Power Defence Arrangements (FPDA)

De leur création à la fin de la Guerre froide : une portée essentiellement psychologique

En 1967, le gouvernement travailliste d'Harold Wilson annonça le retrait des troupes britanniques situées à l'est de Suez. Cette déclaration ne rassura guère la Malaisie et Singapour, toutes deux dépendantes du Royaume-Uni et de ses alliés régionaux, l'Australie et la Nouvelle-Zélande en matière de défense. Les deux voisins, bien que rivaux sur certains points, étaient particulièrement préoccupés par la poussée communiste au Viêt-Nam et la « politique étrangère active » de Jakarta qui atteignit son paroxysme lors de la Konfrontasi¹²⁷.

Trois ans plus tard, avec le retour des conservateurs d'Edward Heath, Londres accepta de revoir sa copie. Il en résulta, en 1971, « a loose and consultative arrangement », suite d'accords bilatéraux par lesquels le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et l'Australie garantissaient la défense de Singapour et de la Malaisie¹²⁸. Sur la volonté de Canberra, la partie orientale de cette dernière, située sur l'île de Bornéo, ne fut pas incluse par crainte d'un éventuel conflit avec Jakarta ou Manille¹²⁹. Toujours d'application aujourd'hui, cette exclusion s'applique également aux territoires revendiqués par Kuala Lumpur en Mer de Chine, permettant aux autres signataires d'écarter l'éventualité d'un conflit avec Pékin si la situation s'envenimait. En cas d'attaque ou de menace extérieure sur Singapour ou la Malaisie, la seule obligation des différents signataires consiste en une simple concertation sur les mesures les plus adéquates à adopter. En outre, ces arrangements n'impliquent aucune présence militaire étrangère sur le sol d'un des deux Etats.¹³⁰

Deux organes furent mis sur pied : le Joint Consultative Council (JCC), « forum for regular consultation at senior official level »¹³¹, et l'Air Defence Council (ADC), responsable de l'Integrated Air Defence System, organe en charge de la défense aérienne de la Cité-Etat et de son voisin malais dès 1971. Les structures restèrent en l'état pendant 10 ans, après quoi fut créé l'Exercise

¹²⁷ BRISTOW Damon, «The Five Power Defence Arrangements: Southeast Asia's Unknown Regional Security Organization», *Contemporary Southeast Asia*, 2005, vol. XXVII, n°1, p. 4.

¹²⁸ THAYER Carlyle A., «The Five Power Defence Arrangements: The Quiet Achiever», *Security Challenges*, 2007, vol. III, n°1, p. 79.

¹²⁹ EMMERS Ralf, *The Role of the Five Powers Defence Arrangements in the Southeast Asian Security Architecture*, Singapour : S. Rajaratnam School of International Studies, «RSIS Working Paper», n°195, 2010, p. 6.

¹³⁰ Idem, p. 7.

¹³¹ BRISTOW Damon, *op. cit.*, p.5.

Scheduling Conference destinée à surveiller et à contrôler les exercices non-aériens.

Jusqu'en 1988, le rôle de ces accords fut surtout psychologique et politique, malgré une augmentation de la fréquence des exercices suite à la présence des forces navales soviétiques au Viêt-Nam. L'Indonésie, principale visée par ces accords durant la première décennie de leur existence, finit par arrondir les angles et accepta cette structure.

Une structure toujours pertinente

Initialement conçue pour pallier la faiblesse des forces armées de la Cité-Etat et de son voisin, cette structure connaîtra de multiples évolutions, tant dans sa composition que dans ses fonctions. Au tournant des décennies 1980-1990, le nombre et l'intensité des exercices conjoints s'accroissent sensiblement, permettant au passage de parfaire la formation des unités malaisiennes et singapouriennes dans des manœuvres combinant progressivement forces terrestres, aériennes et navales ou à l'occasion de programmes spécifiques mis dès pied en 1997. Le JCC et l'ADC sont fusionnés en 1994 alors que d'autres structures voient le jour, complexifiant quelque peu la mécanique interne des FDPA.¹³²

Si l'influence britannique s'est certes estompée au profit de Washington, il n'en reste pas moins que Londres conserve, par le biais de ces arrangements, une légitimité indéniable dans l'architecture sécuritaire d'une région où elle a jadis exercé sa toute puissance. Comme le souligne P. Ho, ces accords ont également bénéficié (et continuent de bénéficier) à l'Australie, qui peut ainsi avoir « une prise stratégique dans une région qui lui est vitale à tous points de vue »¹³³, Canberra jouant un rôle stabilisateur central par le biais de sa composante aérienne, cruciale pour l'IADS.

Ainsi, bien que cette structure ne soit centrale pour aucun de ses membres, elle contribue bel et bien à l'architecture sécuritaire régionale, ce que rappelle le dernier « livre blanc » du Ministère de la Défense singapourien. En plus d'aplanir les éventuelles tensions entre Singapour et Kuala Lumpur et de participer au maintien du statu quo régional, elle revêt une dimension psychologique non négligeable, la possibilité d'une intervention britannique (et, indirectement, américaine) devant être prise en compte par quiconque

¹³² Pour un aperçu du fonctionnement des FDPA, voyez THAYER Carlyle A., *op. cit.*, pp. 82-84.

¹³³ HO Peter, « Les FPDA à 40 ans : Toujours efficaces et pertinentes », *Défense et Sécurité Internationale*, janvier 2012, n°77, p. 43.

menacerait l'un des deux Etats de la péninsule malaise.¹³⁴ Cet accord, certes moins formel qu'une alliance, traduit à nouveau l'extrême dépendance sécuritaire à laquelle, selon Asle Toje, toute petite puissance se retrouve confrontée.

6. Conclusion

Singapour est donc bel et bien une véritable petite puissance selon les critères qu'Asle Toje a retenus des écrits de ses prédécesseurs. Dépendante des « grands » dès lors qu'il s'agit d'assurer sa sécurité, elle demeure réellement vulnérable malgré sa puissance militaire non-négligeable en raison d'un facteur fondamental et parfois occulté : sa géographie. Comme le disait déjà Nicholas J. Spykman : "Geography is the most fundamental factor in foreign policy because it is the most permanent."¹³⁵ L'importance du caractère géopolitique des enjeux auxquels les dirigeants singapouriens ont ou auront à faire face au cours des prochaines décennies est particulièrement frappant, et cela même alors que cette discipline fait régulièrement l'objet de remises en questions d'ordre épistémologique.

Bénéficiant d'une position privilégiée sur les voies maritimes internationales, Singapour n'en reste pas moins un pays insulaire de taille réduite. Jouant à l'envi la carte de la vulnérabilité, Lee Kuan Yew est ainsi parvenu à ériger un Etat moderne au dynamisme économique incontestable tout en mettant en avant les valeurs dites « asiatiques ». Ces dernières ont ainsi permis de justifier la mainmise du PAP sur l'ensemble des institutions nationales. Bien que la corruption soit quasi absente de la scène politique et que ce parti historique demeure incontournable, les récentes évolutions électorales semblent quelque peu mettre à mal ce leadership. Le pragmatisme dont les dirigeants ont fait preuve jusqu'alors sera plus que jamais nécessaire pour maintenir une population unie à l'heure où la Malaisie entend bien se développer et concurrencer sa rivale historique.

L'aspect géopolitique est également incontournable dans les relations qu'entretient la Cité-Etat avec ses voisins, à commencer par Kuala Lumpur et Jakarta. Afin de maintenir une croissance économique nécessaire à sa stabilité, Singapour n'a guère d'autres choix que de s'étendre davantage, comme cela fut le cas depuis son indépendance en 1959. Néanmoins, dépourvu de ressources aussi élémentaires que le sable, le pays se retrouve dépendant de voisins jaloux

¹³⁴ MC DOUGALL Derek, *op. cit.*, p. 722.

¹³⁵ SPYKMAN Nicholas J., "Geography and Foreign Policy", *The American Political Science Review*, 1938, vol. XXXII, n°1, p.29.

de sa réussite économique et désireux de concurrencer une Cité-Etat au bord de l'étouffement. A cela s'ajoute une rivalité historique et ethnique avec le voisin malais, différend loin d'être malgré les récentes avancées. A cet égard, Hussin Mutaliib rappelait en février dernier que des disparités entre Malais et Chinois subsistaient encore et toujours au sein de cette société pluriethnique et qu'il était du devoir de l'Etat d'intervenir afin de garantir la stabilité chère aux dirigeants singapouriens¹³⁶. Au-delà de cet aspect purement domestique, cette question revêt, nous l'avons vu, une portée régionale non-négligeable, la qualité de la relation entre Singapour et Kuala Lumpur dépendant en grande partie du traitement réservé aux différents groupes ethniques de part et d'autre du Détroit de Johor.

Si sur la scène internationale, le pays entend mener une politique d'équilibre des forces visant à n'exclure aucun acteur majeur, force est de constater que, depuis la fin de la Guerre froide, les Etats-Unis demeurent un allié stratégique incontournable, corroborant ainsi les dires de Robert L. Rothstein. Il n'en reste pas moins vrai que Singapour est parvenue à tisser un ensemble de liens bi-et multilatéraux particulièrement dense, mélangeant engagements hérités du passé colonial (FPDA) et accords plus récents. Par le biais de normes diffusées au niveau des différents forums régionaux existant, cette petite puissance fondamentalement attachée au statu quo entend ainsi désamorcer les conflits que pourrait générer la montée en régime d'une Chine aux ambitions encore peu claires. Car bien que l'Empire du Milieu ne pose pour l'heure aucune menace directe pour Singapour¹³⁷, les conséquences d'une éventuelle dégradation des relations entre les protagonistes d'un conflit tel que celui des Spratly seraient considérables pour un micro-Etat dont l'économie basée sur l'exportation maritime nécessite un environnement régional stable.

Cette crainte à l'égard d'une éventuelle obstruction des principales voies maritimes renvoie à des considérations géopolitiques présentes dès les débuts de la colonisation, lorsque Britanniques et Hollandais se partagèrent la zone en 1824. Cet accord a ainsi permis au commerce de prospérer et à Singapour de connaître son premier essor économique. Dès lors, si jusqu'à présent ce micro-Etat a toujours été en mesure de faire face aux défis qui se sont imposés à elle depuis sa création, il lui faudra parvenir à canaliser les ambitions des différents protagonistes tout en veillant à remédier à ses problèmes domestiques.

¹³⁶ MUTALIIB Hussin, "Singapore's Ethnic Relations' Scorecard", *Journal of Developing Societies*, 2012, vol. XXVIII, n°1, p.31.

¹³⁷ KUIK Cheng-Chwe, *op. cit.*, p. 177.

Gageons que le légendaire pragmatisme des autorités singapouriennes ne sera pas de trop dans cette quête de stabilité...

7. Bibliographie et remerciements

Ouvrages

DE KONINCK Rodolphe, *L'Asie du Sud-Est*, 3e édition, Paris : Armand Colin, 2012, 382 p.

DERRUDER Ben et alii, *International Handbook of Globalization and World Cities*, Northampton : Edward Elgar Publishing, 2012, 569 p.

JAFFRELOT Christophe, *New Delhi et le monde : Une puissance émergente entre Realpolitik et Soft Power*, Paris : Editions Autrement, 2008, 156 p.

ROTHSTEIN Robert L., *Alliances and Small Powers*, New-York : Columbia University Press, 1968, 331 p.

Articles

BREWSTER David, "India's security partnership with Singapore", *The Pacific Review*, 2009, vol. XXII, n°5, pp. 597-618.

BRISTOW Damon, "The Five Power Defence Arrangements: Southeast Asia's Unknown Regional Security Organization", *Contemporary Southeast Asia*, 2005, vol. XXVII, n°1, pp. 1-20.

CHUA Beng Huat, "Singapore in 2006: An Irritating and Irritated ASEAN Neighbour", *Asian Survey*, 2007, vol. XLVII, no. 1, pp. 206-221.

ETIENNE Gilbert, « La Chine et les Chinois de l'extérieur », *Relations internationales*, 2010, n°141, pp. 99-109.

GARCIN Thierry, « Les droits de l'homme à l'épreuve de l'universalité », *Relations internationales*, 2007, n°132, pp. 41-50.

HENDERSON Joan C., "Planning for the Success: Singapore, the Model City-State?", *Journal of International Affairs*, 2012, vol. LXV, n°2, pp. 69-83.

HO Joshua, "Singapour et Malacca", *Outre-Terre*, 2010, n°25-26, pp. 287-299.

HO Peter, « Les FPDA à 40 ans : Toujours efficaces et pertinentes », *Défense et Sécurité Internationale*, janvier 2012, n°77, pp. 40-43.

KRATOSKA Paul H., « Récits divergents d'une histoire commune : la Malaysia et Singapour », *Outre-Terre*, 2005, n°12, pp. 139-151.

KUIK Cheng-Chwe, "The Essence of Hedging: Malaysia and Singapore's Response to a Rising China", *Contemporary Southeast Asia*, 2008, vol. XXX, n°2, pp. 159-185.

HAMILTON-HART Natasha, "Indonesia and Singapore: Structure, Politics and Interests", *Contemporary Southeast Asia*, 2009, vol. XXXI, n°2, pp. 249-271.

LAM Peng Er, "Singapore's Security Outlook: The Immutability of History, Geography and Demography?", *NIDS Joint Research Series*, 2010, n°5, pp. 55-65.

MAJ Ooi Tjin-Kai, "Interpreting Recent Military Modernizations in Southeast Asia: Cause for Alarm or Business as Usual?", *POINTER, Journal of the Singapore Armed Forces*, vol. XXXVIII, n°1, pp. 13-31.

MCDOUGALL Derek, "Australia and Commonwealth Southeast Asia", *The Round Table*, 2006, vol. XCV, n°387, pp. 717-725.

MUTALIIB Hussin, "Singapore's Ethnic Relations' Scorecard", *Journal of Developing Societies*, 2012, vol. XXVIII, n°1, pp. 31-35.

PARET Charles M., « Singapour. Le changement, c'est presque maintenant », *Diplomatie*, 2012, *Grands Dossiers* n°9, pp. 60-62.

PEREIRA, *Transnational state entrepreneurship? Assessing Singapore's Suzhou Industrial Park project (1994–2004)*, *Asia Pacific Viewpoint*, 2007, vol. XLVIII, n°3, pp. 287-298.

SING Bilveer, « Singapour – Maintenir l'équilibre entre la prospérité, la croissance sociale et la démocratie graduelle », *Revue internationale de politique comparée*, 2011, n°18, pp. 105-122.

SPARKE Matthew et alii, "Triangulating the borderless world: geographies of power in the Indonesia–Malaysia–Singapore Growth Triangle", *Transactions of the Institute of British Geographers*, 2004, vol. XXIX, n°4, pp. 485-498.

SPYKMAN Nicholas J., "Geography and Foreign Policy", *The American Political Science Review*, 1938, vol. XXXII, n°1, pp. 28-50.

THAYER Carlyle A., "The Five Power Defence Arrangements: The Quiet Achiever", *Security Challenges*, 2007, vol. III, n°1, pp. 79-96.

THIEBAULT Jean-Louis, « Des économies émergentes ou des marchés émergents : la développement économique avec ou sans la démocratie », *Revue internationale de politique comparée*, 2011, n°18, pp. 9-52.

THOMPSON, "Singaporean Exceptionalism and Its Implications for ASEAN Regionalism", *Contemporary Southeast Asia*, 2006, vol. XXVIII, n°2, pp. 183-206.

TOJE Asle, "The European Union as a Small Power", *Journal of Common Market Studies*, 2011, vol. II, n°1, pp. 43-60.

Working Papers

BESSION Alexandre, *Etat des lieux de la relation Singapour/Malaisie en 2011. Vers un rapprochement durable ?*, Paris : Institut des Relations Internationales et Stratégiques, 2011, 47 p.

BRUSTLEIN Corentin, *Vers la fin de la projection de forces ? I. La menace du déni d'accès*, Paris : Institut Français des Relations Internationales, 2010, n°20, 30 p.

CHANLETT Amery, *Singapore: Background and U.S. Relations*, Washington : Congressional Research Service, 2011, 7 p.

EMMERS Ralf, *The Role of the Five Powers Defence Arrangements in the Southeast Asian Security Architecture*, Singapour : S. Rajaratnam School of International Studies, "RSIS Working Paper", n°195, 2010, 33 p.

FORBES Andrew et alii, *Australian Maritime Issues 2007*, Canberra: Sea Power Centre – Australia, "Papers in Australian Maritime Affairs", n°21, 2007, 286 p.

GARG Rahul, *India - Singapore CECA. An Evaluation*, New Dehli: Center for Civil Society, "Working Papers", n°134, 2009, 59 p.

HONG Mark, *The Implications of the US-Iraq War*, Singapour : S. Rajaratnam School of International Studies, "IDSS Commentaries", 2003, 3 p.

Growth Triangles in Southeast Asia, Canberra : East Asia Analytical Unit, 2009, 3 p.

JUNGERS Jonathan, Malaisie : analyse sécuritaire d'un tigre asiatique, Louvain-la-Neuve : Chaire Inbev-Baillet Latour, « Note d'analyse », n°19, 2012, 47 p.

LEE Terence, Explaining Indonesia's Relations with Singapore During the New Order Period: The Case of Regime Maintenance and Foreign Policy, Singapour : Institute of Defence and Strategic Studies, IDSS Working Paper Series, n°10, 2001, 27 p.

SAHASHI Ryo, The Rise of China and the Changing Regional Security Architecture, Tokyo : Japan Center for International Exchange, "US-Japan Papers", 2011, 16 p.

TING Ming, Singapore-Malaysia Relations: Beyond Realism, Melbourne : University of Melbourne, 2008, 17 p.

Documents officiels

Composition of Trade Australia: 2011, Canberra: Department of Foreign Affairs and Trade, 2012, 332 p.

Sites officiels

Australian Political Studies Association : <http://www.auspsa.org.au/>

CIA – The World Factbook : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/>

Department of Statistics of Singapore : <http://www.singstat.gov.sg/>

International Institute for Strategic Studies : <http://www.iiss.org/welcome/>

International Monetary Fund : <http://www.imf.org/external/index.htm>

Ministère des Affaires Etrangères (France) : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/>

Minister of Defence of Singapore : <http://www.mindef.gov.sg/imindef/home.html>

Organisation des Nations Unies : <http://www.un.org>

S. Rajaratnam School of International Studies : <http://www.rsis.edu.sg/>

United States Pacific Command : <http://www.pacom.mil/>

US Department of State : <http://www.state.gov/>

Sites de presse

ABS-CBN News : <http://www.abs-cbnnews.com>

Channelnewsasia.com : <http://www.channelnewsasia.com/>

China.org : <http://www.china.org.cn>

Defense Industry Daily : <http://www.defenseindustrydaily.com/>

Defense News : <http://www.defensenews.com/>

Economic Watch : <http://www.economywatch.com/>

New York Times : <http://global.nytimes.com/>

The Indian Express : <http://www.indianexpress.com/>

Times of India : <http://timesofindia.indiatimes.com/>

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier Tanguy Struye de Swielande, mon maître de stage qui m'a patiemment orienté tout au long de la rédaction de cette première note d'analyse. Merci également à Géraldine Frebutte, Xavier Follebouckt et Vincent Eiffling pour leur aide et leurs conseils avisés. Un merci particulier à l'ensemble du corps enseignant qui a contribué, de près ou de loin, à l'ensemble de ma formation. Enfin, que serais-je sans ma famille et mes amis, mouscronnois ou néo-louvanistes, qui, tout au long de ce stage, m'ont témoigné une attention et un soutien sans faille ?